

*l'Anti*capitaliste

N°126 | MAI 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



ACTUALITÉ DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE



« ISRAËL EST UN ÉTAT QUI SE DROITISE, AVEC DE PLUS EN PLUS DE TENDANCES FASCISANTES »



10 MAI 1981, ESPOIRS ET TRAHISON



10 ANS DU 15M DANS L'ÉTAT ESPAGOL : NOTES POUR UNE FIN DE CYCLE

EDITORIAL

Robert Pelletier et Henri Wilno 10 mai 1981, espoirs et trahison P3

PREMIER PLAN

Joséphine Simphon Fédérons-nous pour monter « à l'assaut du ciel » ! P4

Jean-Claude Vessillier Les fonderies automobiles en première ligne des résistances contre les fermetures d'usines et les restructurations P7

Philippe Michaud Prendre le contrôle des vaccins pour protéger toute l'humanité P9

Julia Camara et Pablo Rochela 10 ans du 15M dans l'État espagnol : notes pour une fin de cycle P11

DOSSIER

Yohann Emmanuel et Julien Salingue La théorie de la révolution permanente et son actualité P14

Léon Trotsky « La révolution permanente signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe » P18

Daniel Bensaïd Révolution permanente contre stalinisme en URSS P20

Pierre Rousset L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente P24

Pedro Fuentes L'Amérique latine et la révolution permanente P27

LECTURES

Yvan Lemaitre À propos du livre d'Hubert Krivine, « L'IA peut-elle penser ? Miracle ou mirage de l'intelligence artificielle », ou la nécessité de la théorie P31

Thomas Vescovi « Israël est un État qui se droitise, avec de plus en plus de tendances fascistes » P33

FOCUS

Michael Löwy Quel est le sens de la célébration de la Commune aujourd'hui ? P36



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
http://www.diffusion.presse@npa2009.org

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et
équipement disponible sur: http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.orgDirecteur de la publication:
Julien SalingueSecrétaire de rédaction:
Antoine LarracheDiffusion:
01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.orgAdministration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil CedexCommission paritaire:
0519 P 11509Numéro ISSN:
2269-370XSociété éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)Tirage:
3 000 exemplairesMaquette et impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

10 mai 1981, espoirs et trahison

PAR ROBERT PELLETIER ET HENRI WILNO

En 1981, la droite était au pouvoir depuis 23 ans. Depuis le début des années 60, la contestation et les luttes se développaient parmi les travailleurs et la jeunesse, notamment étudiante. Elles avaient débouché sur l'énorme mouvement de mai-juin 68 qui avait imposé des conquêtes sociales, importantes mais largement perçues comme en deçà des possibilités du mouvement, et n'avait pu mettre à bas le régime.

À partir du milieu des années 70, confrontée à la crise économique, la bourgeoisie française avait repris l'offensive : « La France vit au-dessus de ses moyens » avait clamé Raymond Barre, Premier ministre de Giscard d'Estaing (président de 1974 à 1981). Des luttes importantes avaient lieu mais les forces réformistes (PCF et PS) étaient à la fois divisées, concurrentes mais unies dans leur volonté de donner un débouché d'abord électoral à la situation. Les deux partis, associés au Parti radical de gauche, avaient conclu un programme commun de gouvernement. Dans les manifestations s'opposaient les mots d'ordre des révolutionnaires (largement repris par des milliers de tra-

programme sur lequel il avait gagné les élections, il a nommé au poste essentiel de ministre de l'Économie et des finances Jacques Delors (qui en fait était opposé à l'essentiel de ce programme). Il n'est pas vrai que Mitterrand a vraiment essayé d'instaurer un « socialisme démocratique », qu'il s'est heurté à la « contrainte extérieure » et qu'il n'avait plus d'autre choix que l'austérité. Comme l'écrivait notre camarade Ernest Mandel dès octobre 1981 dans la revue de la LCR : « La question est de savoir si on a la volonté de risquer cette épreuve de force avec le capital français et international, ou si, par peur de cette épreuve de force (et des "risques de l'inconnu"), on sacrifie délibérément les intérêts des

masses laborieuses, leurs espoirs de changement, leur désir de voir éliminés les fléaux du chômage et de l'inflation sur l'autel de la collaboration avec la bourgeoisie et de la garantie à ses profits.[...] Aussi longtemps qu'on n'effectue pas cette rupture, on est amené à respecter des "règles du jeu" qui, répétons-le, ne sont ni fatales ni techniques, mais correspondent aux impératifs d'un type particulier d'économie : l'économie capitaliste, l'économie de marché généralisée, l'impératif du profit. »



François Mitterrand et Pierre Mauroy, DR

vailleurs et de jeunes et certaines structures de la CFDT) et ceux des directions réformistes (en premier lieu du PCF hégémonique dans la CGT) qui avait agrémenté le mot d'ordre « une seule solution la révolution » d'un additif : « un seul moyen, le programme commun ». Mitterrand, politicien au lourd passé, avait réussi à s'imposer au sein de la gauche comme un « homme providentiel ». Ceux qui, en 1965, avaient refusé que le PCF s'efface devant lui aux présidentielles, en avaient été exclus, notamment

les camarades qui, avec Alain Krivine, allaient former la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire). L'intelligence de Mitterrand avait été de comprendre que le PS (dont il avait pris le contrôle) face au PC, encore nettement plus implanté, ne pouvait l'emporter que sur un discours « gauche » et unitaire. La LCR et LO sans illusion sur l'individu et la logique réformiste espéraient néanmoins, surtout la LCR, qu'une victoire électorale déboucherait, comme lors du Front populaire en 1936, sur une vague de grèves et de luttes qui pousserait le gouvernement plus loin qu'il n'aurait voulu aller.

C'était sous-estimer les conséquences du développement du chômage et les premiers échecs de mobilisations contre les restructurations (notamment la lutte acharnée des sidérurgistes en 1978-1979) tout autant que les illusions d'une large partie des travailleurs et le poids de la CGT, acharnée à marteler qu'il s'agissait d'une étape nécessaire. C'était aussi sous-estimer la duplicité du politicien Mitterrand. Arrivé au pouvoir, il s'est coulé dans la monarchie présidentielle de la V^e République et a donné des gages aux États-Unis et à l'Europe capitaliste. Tout en prenant dans un premier temps des mesures en partie conformes au

La force du système présidentiel, la satisfaction des dirigeants du PS d'être enfin au pouvoir, le « recentrage » de la CFDT et la politique du PCF ont permis à Mitterrand d'impulser à partir de mars 1983 une trahison ouverte des espoirs de 1981 sans que l'extrême gauche puisse faire beaucoup plus que de la dénoncer. On comprend mal pourquoi certains, notamment Jean-Luc Mélenchon, ne cessent de tresser les louanges de celui qui, durant ses deux mandats, a largement impulsé le tournant de la social-démocratie vers le néolibéralisme et n'a pas répugné à utiliser des officines policières.

Montée du chômage et désillusion alimenteront la dépolitisation et le désengagement militant ainsi que la progression de l'extrême droite. Autant de paramètres de la situation politique d'aujourd'hui.

À l'opposé, l'enjeu, pour les anticapitalistes et révolutionnaires, est de convaincre le plus largement possible que, sans que la mise en mouvement des masses et sans un parti (ou des partis), réellement implanté et porteur d'une vraie alternative à un système avec lequel on ne peut pas pactiser, il n'est pas de véritable victoire possible. □



Des manifestants pacifiques se rapprochent de la police les mains en l'air. Une manifestante arbore un drapeau palestinien. Manifestation en soutien de la Palestine maintenue malgré son interdiction à Paris, le 15 mai 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Fédérons-nous pour monter « à l'assaut du ciel » !

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Au moment où nous fêtons les 150 ans de la Commune de Paris et ses aspirations démocratiques et sociales, le pouvoir en France s'enfoncé dans sa dérive autoritaire. Plus que jamais, l'exercice du pouvoir s'incarne dans une minorité qui impose sa volonté à la majorité. Les intérêts financiers continuent de guider les choix de ce gouvernement dans un contexte de crise sanitaire, sociale, écologique et politique sans précédent, où les offensives réactionnaires se multiplient à quelques semaines des élections régionales et départementales.

Depuis plus d'un an, la crise sanitaire accélère la crise sociale avec la multiplication des licenciements et des suppressions d'emplois, l'explosion de la précarité et de la pauvreté mais aussi la crise démocratique avec des politiques autoritaires et liberticides. Ce gouvernement s'entête également à ne pas répondre à la crise écologique et sa loi « Climat et résilience » vidée de tout contenu en est une nouvelle fois l'illustration. Force est de constater, sans grande surprise et malgré les belles paroles, que depuis un an aucun changement de cap significatif n'a été mis en place. En effet, le gouvernement poursuit la mise en œuvre de ses politiques antisociales et destructrices de la protection sociale et des services publics, en persistant dans sa réforme de l'assurance chômage dramatique pour les chômeurs et chômeuses, devenue réforme emblématique du quinquennat depuis que celle sur les retraites a été reportée (mais qui est loin d'être abandonnée). Dans le même temps, ce gouvernement laisse faire un patronat et des intérêts financiers qui n'ont jamais autant versé de dividendes à leurs actionnaires et qui licencient leurs salariéEs pour de simples motifs spéculatifs. Alors que tous les économistes s'attendent à une vague sans précédent de dépôts de bilan au cours des prochains mois et que le chômage va exploser, les groupes du CAC 40 vont verser plus de 51 milliards de dividendes à leurs actionnaires alors qu'ils continuent de percevoir des aides publiques massives (chômage partiel, plans d'urgence, plan de relance...) sans aucune condition ni

contrepartie en termes d'emplois, ou en matière fiscale ou environnementale. Les Bettencourt, Bolloré, Arnault, Pinault, Blackrock, Amundi et consorts vont une nouvelle fois être les grands gagnants de la crise tandis que les premierEs de corvées, les étudiantEs, les précaires s'enfoncent dans la pauvreté. Concernant la crise sanitaire, ce gouvernement continue de naviguer à vue, sans autre politique que celle de continuer à faire croître les profits. Et la gestion de la vaccination en est un nouvel exemple. Alors que désormais, le gouvernement fait de la vaccination l'alpha et l'oméga de sa gestion de la pandémie, les vaccins continuent à être fournis au compte-goutte par les trusts qui les fabriquent et les vendent à prix d'or et ne sont toujours pas considérés comme « bien commun de l'humanité ». Pour cela il faut évidemment la levée des brevets mais aussi le transfert des technologies et la réquisition de l'industrie pharmaceutique sous contrôle social.

AUTORITARISME, SÉCURITAIRE, RÉPRESSIONS, ISLAMOPHOBIE... MACRON FAIT LE LIT DU RN

La politique sécuritaire, répressive, liberticide, autoritaire de ce gouvernement n'est pas nouvelle, c'est même une de ses marques de fabrique depuis son arrivée au pouvoir. Macron accentue ces politiques qui étaient déjà l'apanage de ses prédécesseurs de gauche comme de droite et renforce de nombreuses lois sécuritaires qui existent depuis plusieurs décennies. Cette politique sécuritaire, liberticide vise évidemment à bâillonner la

contestation sociale en la criminalisant. C'est ainsi que Darmanin le ministre de l'Intérieur, sous prétexte de « désordre à l'ordre public », interdit les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien à Paris, Strasbourg et Nice...

La crise sanitaire a été un fabuleux prétexte pour que le gouvernement mette la démocratie sous verrou via des lois liberticides de plus en plus nombreuses : état d'urgence, couvre-feu, attestations de sortie, limitation du droit à déplacement et à l'accès aux lieux publics, interdiction de manifestations, réglementation sur les rassemblements de personnes, confinements total, partiel... instaurant ainsi depuis plus d'un an un régime d'exception. Mais ce n'est pas tout : il fait voter une loi Sécurité globale qui assimile les manifestantEs à des terroristes, qui entend se donner les moyens « légaux » de contrôler, de dissuader voire d'empêcher toute expression d'une opposition populaire. Dans cette dérive autoritaire, antisociale et démagogique, une nouvelle loi « antiterrorisme et renseignement » se prépare, venant renforcer un arsenal sécuritaire déjà bien fourni. Des mesures dites exceptionnelles qui s'intègrent progressivement dans le droit commun, dans la logique de l'état d'urgence permanent. N'oublions pas non plus dans cette période, la répression et les violences policières, seules réponses politiques de ce gouvernement à la contestation sociale. Le 1^{er} mai dernier en a encore été un exemple où une nouvelle fois, la police a gazé à plusieurs reprises le cortège syndical à Paris.

Macron ne semble pas vouloir



Le service d'ordre de la CGT, protégeant la tête officielle de la manifestation, essaye d'avancer malgré les affrontements. Manifestation parisienne du 1^{er} mai 2021. © Photothèque Rouge / Martin Nada / Hans Lucas

faire le bilan social, sanitaire de la pandémie. Et pour qu'on évite de parler de sa gestion catastrophique, il a trouvé un sujet de diversion qui fait toujours recette : la « lutte contre le séparatisme » qui en fait ne s'adresse qu'aux seulEs musulmanEs. Et sans grande surprise, la surenchère entre les membres du gouvernement, la droite et l'extrême droite, relayé par tous les médias réactionnaires, a fait rage. Mais de peur que la diversion ne prenne pas assez, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, lance une enquête sur « l'islamo-gauchisme » qui gangrènerait les universités... Il n'en fallait pas plus pour relancer la machine des caricatures, de la stigmatisation et des accusations portées contre des organisations et personnalités. Et sur divers sujets, il est de plus en plus difficile de faire la distinction entre les propos de LREM, Les Républicains et du RN...

L'EXTRÊME DROITE SE SENT POUSSER DES AILES

Macron et la Macronie sont d'ores et déjà en campagne pour 2022. Et comme Sarkozy en 2012, il a choisi de reprendre à son compte les thématiques et les discours portés jusque-là essentiellement par la droite extrême et l'extrême droite, prétendant ainsi être le meilleur rempart à l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen. C'est dans ce sens que Darmanin va jusqu'à dénoncer la « mollesse » de la responsable

du RN. C'est dans ce contexte que l'Action française pénètre en force dans le Conseil régional d'Occitanie pour y dénoncer les « islamo-gauchistes » qui y siègent. C'est dans ce contexte que des fachos attaquent une librairie à Lyon. C'est dans ce contexte que des militants d'extrême droite lors de la manifestation pour le changement climatique du 9 mai attaquent des militantEs du NPA.

Et c'est évidemment dans ce contexte que sont publiés à quelques semaines d'intervalle deux tribunes de militaires où sont exacerbés un pouvoir autoritaire et une violence extrême tournée contre une partie de la population, stigmatisée. Mais aussi des appels de policiers qui en disent beaucoup sur le moment politique que nous sommes en train de vivre. Mais ne nous y trompons pas, si des militaires osent publier de telles tribunes, si l'Action française entre dans un conseil régional ou encore que des fachos attaquent des militantEs, c'est parce que le gouvernement a instillé depuis des mois un climat réactionnaire pour faire face à la crise sociale qui s'est accentuée avec la pandémie. Aujourd'hui, le seul bénéficiaire de cette stratégie est bel et bien le RN. Et désormais soutenir les thèses du RN, rejoindre publiquement ses listes pour les élections régionales n'est plus un problème, un tabou pour un certain nombre : comme c'est le cas de journalistes, de pseudo syndicalistes ou encore de millionnaires.

LES RÉGIONALES : UN ENJEU POUR... LA PRÉSIDENTIELLE !

Alors que dans quelques semaines se dérouleront le premier et second tour des élections régionales et départementales, force est de constater que ces élections ne passionnent pas grand monde en particulier le monde du travail qui considère que ces élections ne changeront rien à leur quotidien de plus en plus difficile. Mais pour certains, ces élections sont d'importance... à un an de la présidentielle. En effet, beaucoup d'élus à la sortie de ce scrutin pourraient prétendre plus facilement à l'investiture pour 2022 comme Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou encore Laurent Wauquiez des Républicains. Pour LREM, l'enjeu est autre : après son échec aux municipales de 2020, une nouvelle claqué à quelques mois de la présidentielle affaiblirait Macron. Mais pour lui, c'est aussi déjà un test grandeur nature de la présidentielle, en particulier dans les Hauts-de-France où Marine Le Pen, même si elle n'est pas candidate, est fortement mobilisée. C'est sans doute pour cela que Macron y a parachuté son Garde des Sceaux.

Pour le RN, gagner des régions comme les Hauts-de-France et/ou PACA à un an de la présidentielle, prouverait à une très large échelle sa crédibilité et

lui permettrait de se remettre de son échec aux dernières municipales.

Pour la gauche institutionnelle, les régionales marqueront aussi le coup d'envoi de la présidentielle et le PS tout comme les Verts espèrent confirmer leurs résultats des municipales. Pour ces élections, leur stratégie d'alliance est à géométrie variable. Seule certitude, EELV fera dans l'ensemble des régions bande à part, espérant ainsi avoir le leadership pour l'élection d'après. Car ce qui obsède actuellement la gauche institutionnelle, c'est évidemment la présidentielle. Avec un gros problème pour elle : comment être au deuxième tour alors que tous les sondages donnent Macron et Le Pen en tête. On voit donc s'engager dans une bataille pour l'hégémonie entre les différentes forces de gauche. La bataille fait rage, aucune composante ne voulant lâcher. Le PCF s'est lancé dans une candidature identitaire renouant avec les discours traditionnels qui mélangeaient mesures sociales, recours à l'État, nationalisme, discours sécuritaire. Mélenchon rejette l'idée d'une unité de la gauche et se veut candidat du peuple. Les Verts veulent rassembler autour d'eux, le PS semble prêt à une telle alliance mais le très faible résultat de la candidature de Hamon en 2017 n'est pas une garantie pour eux.

Il y a deux grands oublis dans cette discussion : un, sur quel programme ? Quel bilan ? Mystère ! Pas grave, l'unité semble, pour eux, suffire. Mélenchon nous parle de 1981 comme d'une

« révolution suspendue », « pourquoi pas jusqu'en 2022 » dont les trahisons, le tournant de la rigueur de 1983 auraient été causées par l'Europe et de l'Allemagne¹. Dans le climat actuel, il ne peut rien sortir d'une recherche d'unité sur une base réduite, sans contenu, sans en appeler à la nécessité d'un affrontement avec l'État et la classe dominante. Et c'est le deuxième grand oubli : cette gauche-là ne veut surtout pas de cet affrontement ! Cette gauche même rafistolée ne peut plus être crédible, elle ne nous fait plus espérer quoi que ce soit. Oui, nous avons besoin d'unité, mais d'une unité dans les luttes, dans nos mobilisations. Oui nous avons besoin d'une « gauche » mais pas celle des défenseurs du système actuel, pas celle qui se renie, pas celle qui se fourvoie !

IMPOSER UNE RUPTURE ANTICAPITALISTE SANS ATTENDRE 2022 !

Dans ce contexte nauséabond, de crise sanitaire, de crise sociale et économique, les difficultés des postes du monde du travail, des jeunes, des plus précaires, des quartiers populaires sont réelles. Mais la contestation sociale n'est pas inexistante. En effet, que ce soit contre les licenciements, pour l'emploi, pour les services publics, le climat, la PMA, les droits des femmes, contre les violences policières, le racisme d'État, la Palestine... les mobilisations existent. Elles sont certes encore faibles et dispersées mais elles existent. Et pour notre part, sans attendre 2022, nous pensons que c'est à

nous de prendre nos affaires en mains, sans attendre le « sauveur suprême ». L'espoir viendra de notre capacité à agir par en bas, dans la rue, sur les lieux de travail... à fédérer nos colères, nos solidarités, nos forces militantes qu'elles soient associatives, syndicalistes ou politiques, et comme en 1871 monter à « l'assaut du ciel ».

Il y a urgence : à ne rien céder face à la déferlante en cours, à construire les nécessaires digues avec toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas face à la perspective du pire, à faire vivre les solidarités et la perspective d'un autre monde face au désastre en cours. Il n'y a pas de fatalité à la montée de l'extrême droite et de pouvoirs autoritaires, pas de fatalité non plus à la crise économique et écologique. À condition que le monde du travail relève la tête, prenne conscience de sa force, s'organise pour lutter, se coordonne, se fixe des objectifs politiques. Nous voulons y prendre notre part, en défendant et en nous battant pour des mesures radicales d'urgence sociale, écologique et démocratique. En étant présentes à la prochaine élection présidentielle, en continuité avec les campagnes menées par Olivier Besancenot et Philippe Poutou, afin de proposer une voix à toutes ces colères, dans une démarche qui combine la nécessité d'une riposte unitaire, de luttes de masses et un programme de rupture avec le capitalisme. □

1. <https://melenchon.fr/2021/05/10/1981-la-revolution-suspendue-conference-de-jean-luc-melenchon-mitterrand1981%E2%80%8B/>

Les fonderies automobiles en première ligne des résistances contre les fermetures d'usines et les restructurations

PAR JEAN-CLAUDE VESSILLIER

Une voiture, même bourrée de puces électroniques, c'est une tonne et demie de fer et autres produits métalliques : l'automobile est depuis un siècle l'un des principaux débouchés des industries métallurgiques. Les pièces métalliques, au cœur des moteurs et de tous les dispositifs qui permettent à une voiture de rouler jusqu'aux vitesses autorisées et au-delà, résultent de cette activité de transformation. C'est la production des usines et ateliers de forge et de fonderie, dans la continuité de cette activité humaine historique qui est celle des forgerons.

Dans les forges d'aujourd'hui, le métal est mis en forme à grande chaleur par des ouvrierEs qui opèrent dans des conditions d'insécurité extrêmes. Les usines et ateliers de fonderie reposent sur des techniques plus complexes puisqu'il s'agit de fabriquer des pièces en fondant métaux et alliages dans des moules aux formes de la pièce demandée mais il s'agit toujours transformer des métaux en pièces intégrables notamment à des automobiles. Au début de l'histoire de la production d'automobiles, cette activité était intégrée aux usines automobiles elles-mêmes et continuent de l'être pour certaines d'entre elles.

Dans l'usine de Renault Billancourt qui compta dans les années 1950 jusqu'à 40 000 salariés, le département 62, celui des forges, était un bastion de la CGT au sein de ce bastion qu'a constitué Billancourt. Dans ce département, les ouvriers professionnels qui le constituaient venaient jusqu'à 90 % pour les délégués CGT. Dans « l'Atelier 62, réputé pour être "le plus dur et le plus huppé en termes de qualification" »¹, les conditions de travail sont particulièrement dures mais une solidarité active permet aux ouvrierEs de tenir tête au despotisme de l'usine. Il existe dans ce type d'atelier des traditions de lutte liées aux conditions objectives du procès de travail et aux militantEs qui émergent pour organiser la solidarité de toutes et tous.

Les fonderies sont les héritières de cette histoire. Cette filière comprend aujourd'hui plus de 300 entreprises occupant environ 30 000 salariéEs dont 15 000 pour la fourniture de pièces à l'automobile. Il s'agit de souvent de petites entreprises dont la création remonte pour la plupart aux années 70, l'âge de l'apogée de la production d'automobiles en France. C'est en effet à ce moment que les firmes automobiles ont élargi leurs espaces géographiques de production et externalisé ou filialisé de nombreuses activités.

Renault a, en ce qui concerne les fonderies, commencé dès 1966 avec la création d'une filiale en Bretagne à Caudan, la SBFM, puis de celle des fonderies du Poitou en 1978, en conséquence directe de la fin des forges sur le site de Billancourt quinze ans avant la fermeture de toute l'usine.

PSA lors de cette même période a fait des choix différents, intégrant à l'usine de Mulhouse, créée en 1962, ateliers de forge et de fonderie encore en pleine activité aujourd'hui. Les autres fonderies du groupe en France, comme celles de Charleville et de Sept Fons sont demeurées des entités PSA sans filialisation.

PSA et Renault ont en même temps favorisé, avec les concours des pouvoirs publics prodigues en subventions, le développement d'entreprises sous-traitantes. Alors que le secteur de la sous-traitance automobile a donné naissance, à coups

de fusion et de rachats, à des groupes à dimension mondiale comme Valeo, Faurecia ou Plastic Omnium, la filière des fonderies est restée dispersée, de par la volonté des donneurs d'ordre PSA et Renault.

LES TRADITIONS DE LUTTE DE LA FONDERIE DE BRETAGNE À CAUDAN

Pierre Le Ménahès, animateur historique des grèves à la Fonderie de Bretagne expliquait dans une interview à Rouge en juillet 2007 : « La SBFM est, par excellence, l'enfant des grandes grèves menées à l'époque par les ouvriers des Forges d'Hennebont. Nous sommes, depuis plus de quarante ans, les héritiers de cette culture ouvrière, où la transmission du savoir s'est toujours effectuée dans la lutte pour la défense et le développement de l'outil de travail dans l'intérêt des salariés. D'une production sidérurgique, la SBFM est passée à une production principalement axée sur les pièces de sécurité automobile (collecteurs d'échappement, bras de suspension, portes-fusées etc.) avec Renault pour client principal absorbant 70 % de notre production. Renault a été, jusqu'en 1998, notre actionnaire principal, à hauteur de 99 %. »²

Vient ensuite après une première mise en



Manifestation à l'appel des occupants du théâtre de l'Odéon contre la réforme de l'assurance chômage, Paris, 23 avril 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

vente de Renault à Teksid, une filiale de la branche fonderie de Fiat, qui revend peu après à une autre entreprise italienne spécialisée dans les pièces mécaniques pour poids lourds et machinisme agricole, elle-même à l'origine du groupe Zen tôt promis à la faillite. Ces ventes successives se sont accompagnées de suppressions d'emplois et de pertes de savoir-faire, la SBFM, passant de 1 600 salariéEs au début des années 1980 à 560 salariés en novembre 2008, date du dernier dépôt de bilan. Et c'est à l'issue d'une longue lutte que les ouvrierEs de la SBFM ont gagné en 2008 la réintégration dans le périmètre Renault sous la forme de la Fonderie de Bretagne actuelle. La lutte et la grève avaient payé. Pas de mystère : la rareté de l'événement dans un contexte marqué par les fermetures d'usines s'explique par une mobilisation sans faiblesse, enracinée dans toute une histoire de luttes. Mais dans le contexte de l'affrontement incessant entre classes sociales, rien n'est définitivement acquis. En juillet 2020, le plan Renault de suppressions d'emplois prévoyait une nouvelle liquidation de la Fonderie de Bretagne, en même temps que la fermeture de quatre autres usines. Un sursis avait été gagné après quelques manifestations de colère et en ce printemps 2021, Renault, toute promesse reniée, revient à la charge avec son projet de vente. Ce qui explique la grève et l'occupation de l'usine en ce mois de mai 2021 pour rester un établissement Renault.

UNE LONGUE SÉRIE DE RÉSISTANCES DANS LES FONDERIES

À la fonderie de New Fabris près de Châtellerault, début juillet 2009, les 366 ouvrierEs avaient pointé les responsabilités de Renault et PSA et menacé de faire sauter l'usine s'ils n'obtenaient pas une

prime de licenciement de 30 000 euros chacun. Ils ne réussirent pas à empêcher la fermeture de l'usine. Quant aux fonderies du Poitou, elles ont connu le même parcours de vente et revente après leur vente par Renault, à l'origine de leur création. Le dernier acquéreur, Liberty, arrivé là en chasseur de primes, est aujourd'hui en redressement judiciaire. Les fonderies de la SAM dans le bassin de Decazeville et de MBF à Saint-Claude sont toujours en procédure de redressement judiciaire, sans patron si ce n'est un administrateur judiciaire dont la fonction principale est le recouvrement des dettes contractées par les faillis auprès de leurs créanciers. Sans patron mais avec un donneur d'ordre Renault qui dans le cas de la SAM arbitre entre les différents repreneurs.

Toute la filière des fonderies est aujourd'hui en crise. Les responsabilités des donneurs d'ordre PSA et Renault sont claires alors qu'ils ont profité d'un système où la dispersion de petits sous-traitants permettait de mieux peser sur les prix d'achat des pièces et de changer de fournisseur sans préavis au gré de leurs besoins. Aujourd'hui, sous la houlette du ministre Lemmaire, ils entendent œuvrer à la concentration de la filière, c'est-à-dire à de nouvelles fermetures d'usines. Pour ce faire, de nouvelles subventions à hauteur de 5 millions d'euros ont été accordées. Toute l'industrie automobile est engagée dans la même course avec le passage d'ici une génération, vingt ans, du moteur thermique au moteur électrique. Cette réelle transformation, d'une ampleur inégalée dans l'histoire de l'automobile de plus d'un siècle, n'en est qu'à ses débuts : en France, 85 % des voitures neuves vendues sont encore à moteur thermique et il faut bien pour les fabriquer les mêmes pièces mécaniques qu'il y a un an ou deux. Et tant la Fonderie de Bretagne que

pour toutes les liaisons sol-véhicule, et y compris pour les moteurs électriques même si le nombre de pièces mécaniques en mouvement y est inférieur.

L'ENJEU DES LUTTES ET RÉSISTANCES EN COURS

La crise s'approfondit en fait à mesure que les firmes automobiles, à commencer par Renault, font décroître leurs activités de production sur le territoire français. En vingt ans la production d'automobiles est passée en France de 3 340 000 véhicules en 2000 à 1 318 000 en 2020. Avec des effectifs diminuant de moitié pour atteindre 100 000 personnes environ en 2020.

Cette chute est d'abord le résultat d'une réorganisation des espaces de production à une échelle continentale, l'Europe géographique élargie à la Turquie et au Maroc. Chez PSA les menaces qui pèsent sur les fonderies sont directement liées au déménagement de la fabrication de moteurs de Douvain en Hongrie, première mesure importante découlant de la fusion PSA-Fiat Chrysler. Et dans le même temps, l'usage et le nombre de voitures en circulation ne cessent de croître, preuve qu'il ne s'agit pas d'une crise classique de surproduction.

En ce printemps 2021 post déconfinement les fonderies sont en première ligne des attaques et des résistances. Les luttes sont en cours et rien n'est joué.

Il n'y a pas de solution sérieuse aux dizaines de milliers d'emplois perdus dans l'industrie automobile sans une remise en cause de la production, de ses finalités, et de sa soumission aux exigences du profit capitaliste. Les perspectives de nouvelles politiques industrielles promettant le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire le maintien des emplois et le respect de règles du profit capitaliste, sont à cet égard des leurres. Mais sur le terrain de l'emploi et des fermetures d'usines, des succès partiels sont à portée de mobilisations à la condition qu'elles soient à la hauteur. Le tous ensemble ne se proclame pas mais se prépare en apportant tout le soutien aux luttes les plus avancées et en favorisant la convergence effective entre les luttes. L'issue de la grève à la Fonderie de Bretagne et au-delà dans les autres fonderies menacées constitue un enjeu pour toutes et tous, à commencer dans la filière automobile. □

1. Atelier 62, récit de Martine Sonnet consacré à la vie de son père ouvrier aux Forges à Renault Billancourt.
2. Accessible sur le site d'Europe Solidaire sans Frontière : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article6651>

Prendre le contrôle des vaccins pour protéger toute l'humanité

PAR PHILIPPE MICHAUD

Les réponses des différentes grandes puissances à la crise du Covid-19 illustrent leurs choix économiques et géo-stratégiques. Si nous voulons faire face à l'épidémie, il y a urgence à imposer des mesures radicales sur les vaccins

La mondialisation est achevée, et la pandémie illustre ce qu'on connaît bien depuis au moins dix siècles : les épidémies sont filles du commerce, et leurs cheminements suivent les routes tracées par les hommes, celles des conquêtes et celles des « échanges », inégaux comme chacun sait. Mais la population mondiale a crû depuis deux siècles pour passer d'un milliard à presque huit, et les échanges internationaux, les voyages et les migrations concernent une fraction très élevée des humains : par exemple, le nombre de passages par les dix premiers aéroports internationaux dépassait le milliard en 2018. Ce qui fait donc l'originalité de cette pandémie, par rapport à celle de la « grippe espagnole » un siècle plus tôt, c'est sa rapidité d'extension, un feu de brousse à l'échelle mondiale.

En Europe et aux Amériques, les premiers foyers (Toscane, Est de la France, Nouvelle-Angleterre) ont essaimé en fonction des mesures prises (ou non) de restriction des déplacements, et l'on sait ce que les politiques fondées sur le déni, en Angleterre, aux États-Unis, au Brésil, pour ne citer que les exemples les plus connus, ont eu pour conséquence une hécatombe, assez bien dénombrée dans les deux premiers, largement sous-estimée au Brésil, comme sans doute en Russie, en Iran, et dans tous les pays où l'on ne craint pas d'obliger la presse à contredire la réalité pour protéger le régime.

Dans certains pays d'Asie, où la densité est très supérieure (Chine, Japon, Corée du Sud), ou encore en Islande, en Australie et en Nouvelle-Zélande, on a appliqué une politique dite – pour aller vite – « Zéro Covid », fondée sur l'isolement

strict des personnes infectées et le repérage rapide des cas contacts, et le bilan dressé est très clair : une mortalité proche de 0, des restrictions des libertés très inférieures – même en Chine où la dictature du PCC a utilisé tous les moyens de contrainte, y compris violente, pour juguler l'explosion initiale à Wuhan et dans le Hubei, les restrictions sont maintenant moins fortes que dans beaucoup de pays d'Europe ; et les économies capitalistes ont moins souffert dans ces pays...

LA MACHINE À PROFITS EST TOUJOURS PRÊTE À SE METTRE EN ROUTE

Mais aujourd'hui, et ce depuis la fin de l'année 2020, une autre donnée que la géographie, les variations dans la contagiosité et les différentes formes de confinement est à prendre en considération : l'utilisation des vaccins. Plusieurs dizaines d'équipes de recherche privée, publique ou mixte ont planché sur ce processus très complexe qu'est la création d'un objet microscopique capable de déclencher sans effet adverse majeur une réaction immunitaire chez la personne vaccinée, réaction protectrice lors de l'éventuelle contamination. L'idée est de protéger la personne vaccinée, mais aussi, en cas de pandémie, d'empêcher de nouvelles contaminations en réduisant au maximum le nombre de personnes « infectables ».

On sait évaluer par calcul ce qu'il faut atteindre comme proportion de personnes immunisées pour ralentir puis arrêter la transmission : entre 60 et 80 % de la population. Il est facile d'en déduire que pour arrêter la pandémie maintenant qu'elle est installée dans la plus grande

partie de la planète, il faudra vacciner plusieurs milliards de personnes... D'où les petits signaux \$\$\$ qui se sont allumés dans les yeux de nombreux dirigeants de firmes pharmaceutiques, façon Picsou, et les investissements qui ont permis la mobilisation de ces équipes : à 20 dollars la dose, combien peut rapporter la vaccination des 300 millions d'Américains de plus de 15 ans ? Réponse : 6 milliards... Ah non, deux fois plus, il faut deux doses pour être vacciné. Et pour la planète entière ? Ici la question est plus complexe : quel État peut allonger 40 dollars pour chacun de ses ressortissants ? Réponse... Les pays riches et (relativement) peu peuplés. L'Inde et son milliard de personnes à vacciner ? Non.

D'où une demande formulée très tôt (octobre 2020) par ce pays et par l'Afrique du Sud : il faut lever les brevets et produire en masse au plus faible coût. On se rappelle qu'aux débuts des traitements contre le VIH, face à la pénurie et aux prix exorbitants imposés par les industriels, les gouvernements de plusieurs pays (dont le Brésil – on était au temps du gouvernement du PT – et l'Inde) avaient alors décidé de produire et de distribuer gratuitement l'AZT. Cela signifie suspendre les règles de l'OMC qui protègent les brevets. C'est une possibilité prévue par les accords de cette organisation ; mais la réaction immédiate des pays riches – ceux-là même qui ont des laboratoires alors en passe de commercialiser les nouveaux vaccins – a été un « non » unanime.



22 octobre 2009, Paris, manifestation CGT Denfert Rochereau-Bercy pour la défense de l'emploi industriel. Avec Pierre Le Ménahès et ses camarades de la SBFM. © Photothèque Rouge / JMB.

DES MIETTES POUR LES PAYS DOMINÉS

Les appels face à cette réaction de défense des industriels par les gouvernements se sont multipliés dans le monde, et en France les appels se sont succédé : d'abord il y a eu des personnalités, prix Nobel et anciens chefs d'État en tête, puis des soignants et des chercheurs, et un regroupement assez nombreux d'organisations politiques et syndicales, d'associations et d'ONG, de militants et de personnalités... Cette convergence a fait tache d'huile en Europe et au-delà, et la notion de « bien commun de l'humanité » est rentrée dans le langage politique, pour être reprise jusqu'au Vatican...

Pendant ce temps, la stratégie défensive de communication des pays riches a été qu'ils contribuaient au dispositif Covax, dont les objectifs, mettre gratuitement deux milliards de doses à la disposition de l'OMS pour distribution dans les pays pauvres, ne sont pas à la hauteur des besoins et surtout, qui se met en place avec une lenteur telle que des ONG comme Oxfam estiment que pas plus de 10 % des populations concernées seront vaccinées fin 2021... Car charité bien ordonnée, etc. Six mois se sont donc passés sans avancée majeure sur la question, et l'épidémie flambe chaque mois dans un nouveau foyer. À ce jour, le Brésil et l'Inde sont de nouveau les plus concernés par la mort de masse due au Covid, et à l'échelle de la planète on en est au moins à 3 millions de morts.

DES RAPPORTS DE FORCES ENTRE IMPÉRIALISTES

Aujourd'hui Biden donne son accord à une levée des brevets. La décision n'est probablement pas dictée par des considérations humanitaires, mais stratégiques : la population américaine aura atteint le seuil de protection collective dans quelques semaines, et le gouvernement américain sait que les laboratoires sur son sol ont depuis longtemps rentabilisé les investissements faits dans la production des vaccins anti-Covid, notamment du fait des subventions de l'État américain au début de l'année 2020. Aucun ne risque la ruine en étant contraint à renoncer à ses royalties : il y a fort à parier que d'autres brevets seront déposés pour d'autres vaccins (peut-être pour mieux répondre aux défis posés par les mutations à venir du virus). Et les USA se parent d'une générosité qui vient concurrencer

celle, toute diplomatique, des Chinois qui ont distribué gratuitement leur vaccin en Afrique dès qu'il a été disponible. C'est donc tout bénéfique en termes d'image à une décision qu'il aurait pu prendre dès son arrivée à la Maison Blanche. Six mois de perdu, ce sont des centaines de milliers de morts en plus.

Mais c'est quand même une victoire de la pression internationale que cette bascule de Biden : elle rend plus intenable la position des Européens, et comme on pouvait s'y attendre les dirigeants européens vont s'aligner sur Biden. Macron y répugne : il aurait bien voulu tenir jusqu'à ce que Sanofi dispose de son propre vaccin. Mais il est difficile d'assumer le rôle du méchant égoïste dans le théâtre où il se rêve grand dirigeant planétaire. Car la pièce est loin d'être finie : même si la production des vaccins augmente dans les mois à venir, même s'il s'établit des circuits de production plus efficaces, il n'y aura que dans les pays riches que l'« immunité de groupe » sera atteinte à la fin de l'année, mettant à l'abri d'une nouvelle grande vague massivement mortelle. Le projet Covax doit fournir 2 milliards de doses de vaccins à 92 pays pauvres d'ici fin 2021 : soit de quoi immuniser 20 % de leur population. Mais la première livraison représentait... 1,2 million de doses, et l'OMS a dû choisir où les répartir : moins de 20 pays en ont reçu.

IMPOSER LA LEVÉE DES BREVETS ET LA GRATUITÉ POUR GAGNER

Covax ne pourra donc être qu'une petite partie de la réponse. Il faut donc faire plus et plus vite, et obliger les laboratoires à orienter leurs capacités de production, partout dans le monde, vers la production de masse des doses nécessaires pour protéger toute l'Humanité en protégeant tous les humains. Il faut, pour éviter toute nouvelle vague à l'échelle mondiale, éteindre la pandémie avant que n'émerge un variant qui échappera aux défenses immunitaires créées par l'infection ou par la vaccination avec le virus dans sa forme initiale. Il y a donc une course de vitesse entre le phénomène naturel inévitable des mutations virales et la vaccination, car il faut se rappeler qu'un virus ne « vit » pas en dehors d'un « hôte » infecté, et

qu'il ne peut muter s'il ne se réplique pas, autrement dit s'il n'infecte personne.

On a éradiqué la variole en vaccinant toute l'Humanité. C'est possible d'en faire de même avec le Covid-19, mais il faut « mettre le paquet », et cela signifie concrètement réquisitionner tous les labos utiles pour y parvenir au plus vite. La reconnaissance du vaccin comme « bien commun de l'Humanité » ne peut donc être qu'un premier pas. À nous de donner à la mobilisation un tour concret, en commençant par l'inventaire des sites potentiels de production, et en invitant tous les militants à se regrouper pour mettre la pression sur les entreprises concernées. Cela permettra aussi de discuter de ce qu'il faut mettre en œuvre collectivement pour lutter contre la contagion, puisqu'il est maintenant clair qu'ayant décrété une fois pour toutes que Macron seul sait l'avenir et qu'à l'instar du Duce, il a toujours raison, le gouvernement ne nous mettra jamais à l'abri de la 4^e vague qui se prépare aujourd'hui avec un déconfinement sans queue ni tête.

Vacciner en Inde, en Afrique, au Brésil... partout, tout le monde, c'est la seule façon de nous protéger de devoir continuer à « vivre avec le virus », en fait de continuer à en mourir. La solidarité est la condition de la sortie de la pandémie, ici comme dans le reste du monde. □



Manifestation de la Fonction publique.
© Photothèque Rouge / JMB.

10 ans du 15M dans l'État espagnol : notes pour une fin de cycle

PAR PAR JULIA CAMARA ET PABLO ROCHELA*

En ce printemps 2021 il est difficile, malgré tous les efforts de mémoire, de recréer l'atmosphère particulière qui commença à se former il y a dix ans. Une décennie qui semble un siècle depuis les charges policières contre un groupe d'à peine trente personnes qui avait décidé de passer la nuit à la Puerta del Sol de Madrid, après une manifestation massive de protestation contre le manque de démocratie et les politiques néolibérales de réponse à la crise.

La vague d'indignation a provoqué un effet de contagion qui nous a toutes dépassés, et le jour suivant plusieurs centaines de personnes essayaient de camper à Sol. Cette fois la police ne s'est pas risquée à les déloger. Deux nuits plus tard, les campements se comptaient par dizaines dans tout l'État espagnol. Le 15M avait commencé. C'est une histoire que nous connaissons à satiété et que nous avons vécue à la première personne mais qui risque, et avec encore plus de force en ce dixième anniversaire, de se convertir en mémoire fossilisée, icône d'une nostalgie qui paralyse et qui est incapable d'expliquer quoi que ce soit. Ni l'apologie ni la condamnation, dans leurs versions téléologiques, ne servent en politique. Une tâche prioritaire pour toute la gauche est de s'interroger ouvertement sur les différences entre l'alors et le maintenant, sur la part des similitudes qui est due à l'absence de rupture et la part due aux tentatives de récupération et, surtout sur ce qui s'est passé au cours de ces dix années. Parce qu'il est vrai, comme le disait Bensaïd, qu'on ne recommence jamais par le début, on recommence toujours par le milieu. Mais il n'y a jamais d'apprentissage possible sans systématisation de l'expérience et il est de notre responsabilité de nous armer pour ne pas refaire les erreurs et pour affronter dans les meilleures conditions possibles le prochain cycle. Dans les paragraphes suivants nous essayons d'apporter quelques idées à ce bilan collectif.

LE MOMENT DE LA CONTESTATION

Bien que sa signification ait fini par s'entremêler avec le phénomène immédiatement postérieur mis en avant par les *mareas*, ce qui a été au sens strict le

Mouvement 15M a eu d'énormes potentialités (que beaucoup ne voulurent pas voir à ce moment-là) et d'importants manques (que beaucoup d'autres ne veulent pas reconnaître aujourd'hui). Plus que d'un mouvement solidement défini, il s'agissait de l'expression d'un malaise général et d'une crise organique sans articulation politique. On partageait des slogans frappants et politiquement avancés (« nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers » ou « PSOE et PP, sont la même merde ») qui parvinrent à engendrer un saut dans le sens commun et dans les imaginaires collectifs en très peu de temps, mais on

étaient alors secondaires dans la majorité des cas. Le gouvernement, même si beaucoup semblent l'avoir oublié, était dans les mains du PSOE et imaginer l'irruption de nouveaux partis capables de faire bouger le panorama politique était encore un exercice impossible.

Les années qui suivirent 2011 furent des années d'espoir rêvé et d'activité constante, une explosion qui sera l'embryon de beaucoup de phénomènes qui se développèrent postérieurement. Nous devons au 15M, sous son aspect idéologique, la rupture des cadres conceptuels et des sens communs précédents, l'ouverture d'une brèche dans l'immanence



Banderole de l'Assemblée de Sol où est écrit « A bas la dictature des marchés ».
© Luis Fernández García / Wikicommons

manquait d'une proposition ou d'un quelconque type de positionnement concernant le pouvoir. Le rôle principal dans le mouvement était tenu par les classes moyennes universitaires (concrètement leurs filles et fils appauvris), il n'y avait pas de lien avec le monde syndical et des revendications qui sont centrales actuellement comme le féminisme ou l'antiracisme

de notre système politique et de ce fait la possibilité d'imaginer l'irruption de choses nouvelles. Dans sa dimension plus immédiatement factuelle, le 15M a été responsable du développement des

pratiques de *syndicalisme social* au travers de l'expansion accélérée de la PAH¹, de la multiplication des assemblées de quartier (en parallèle avec le mouvement anglosaxon *Occupy*) et l'émergence d'un nouveau modèle de défense des services publics, les *Mareas*. Le positionnement de mouvements comme la Marea Verde ou la Marea Blanca supposait un élargissement des bases syndicales et un tournant radical dans la façon de mener la lutte pour le secteur public en parvenant à rompre politiquement et sur le plan de la communication avec la logique de confrontation entre travailleurs/ses et usagerEs.

On a beaucoup dit que Podemos a été la continuation logique du 15M. Ce n'est pas vrai (c'était seulement une de ses nombreuses continuations possibles), mais pour nous il est clair que sans le 15M, il n'y aurait pas eu de Podemos. D'un autre côté il n'est pas vrai non plus que Podemos ait été une opération d'en haut conçue dans le dos du mouvement et/ou dans l'intention de l'annuler. Les tentatives d'unifier les luttes et de leur donner une cohérence politique se succédaient déjà depuis un certain temps. Les Marches de la Dignité qui essayaient de rompre avec la désagrégation mouvementiste pour se mettre d'accord sur un programme minimum (pain, travail, toit) en sont un bon exemple. Le plafond atteint par le *mouvement pour le mouvement* avait abouti à un épuisement généralisé. La LOMCE [Loi pour l'amélioration de la qualité éducative], dernière grande bataille de la Marea Verde, avait été approuvée un an avant. En perdant leurs illusions sur la question sociale, beaucoup de gens commençaient à considérer les questions électorales

comme un terrain viable.

L'ASSAUT INSTITUTIONNEL OU L'AMBITION DE GAGNER

En 2013, le mouvement du 15M et toutes les luttes qui en avaient dérivé étaient en crise. Il était nécessaire de transformer la corrélation de forces existantes dans ce mouvement, de s'appuyer sur ce qui restait de la mobilisation sociale et d'avancer sur la voie électorale. Pour la première fois depuis la transition il semblait possible d'impulser une force politique capable de faire pression pour ouvrir des processus constituants qui rendraient réelle l'ambition de *changer tout*. La scène internationale le favorisait : en Grèce, un Syriza pluriel et démocratique, bien différent de celui qui a trahi le OXI peu d'années plus tard, était à la tête de l'opposition parlementaire et sur le point de gagner les élections. L'hypothèse de la construction d'une *Europe des peuples* et de la construction d'alliances entre les pays du sud et de l'arc méditerranéen contre les exigences de la Troïka semblait plausible. Mais pour cela il nous fallait avoir notre propre *Syriza espagnol*. S'est produit alors, pour beaucoup de secteurs, une oscillation du pendule : l'étape d'espérance sociale se fermait et s'ouvrait celle de l'espérance électorale.

Podemos est né d'un accord entre plusieurs personnes de l'Université Complutense de Madrid et Izquierda Anticapitalista (aujourd'hui Anticapitalistas). Tandis que le premier secteur apportait des visages visibles et reconnus parmi les militants et l'activisme de gauche, le second fournissait le nécessaire réseau militant initial qui impulserait l'organisation territoriale dans tout l'État espagnol. HabituéEs à travailler au sein d'une petite organisation avec une conscience révolutionnaire, très implantée dans les

mouvements mais presque sans expérience en termes de communication et de négociation au sein d'organisations amples (et à coup sûr, en faisant preuve de naïveté et d'un manque de prudence dans les relations avec nos alliés de l'époque), nous fûmes rapidement repoussés à des moments clés du processus de construction et nous avons perdu en influence au fur et à mesure de l'avancée du projet.

L'objectif initial de Podemos était de lancer une force politique anti néolibérale la plus large, plurielle et ouverte possible qui dépasse le blocage des appareils des partis traditionnels et serve pour conquérir le pouvoir politique avec un programme de rupture et de transformation, basé sur le Manifeste *Mover ficha* initial. Une bonne partie des militants du social a regardé avec méfiance la naissance de Podemos, mais ce furent les organisations de la gauche traditionnelle qui ont le plus mal réagi : elles le voyaient directement comme un ennemi qui voulait occuper un espace électoral qu'elles-mêmes n'aspiraient déjà plus à transcender et qu'elles considéraient comme leur propriété. En 2014 Podemos a fait irruption aux élections européennes avec un résultat que personne n'attendait : cinq députés européens. Ce succès permit l'incorporation massive de personnes nouvelles et une avalanche de transferts de militants qui abandonnaient leurs organisations précédentes. Avec l'Andalousie, l'Aragon a été l'exception au sein de Podemos. Nous avons non seulement réussi à freiner l'imposition du tandem Iglesias-Errejón, mais également à marquer les débats publics de confrontation directe avec le PSOE et à ouvrir un espace dans l'organisation à d'autres courants et à établir des relations avec des processus frères qui apparaissaient comme Alto Aragon en Comun. Echenique² manquait d'expérience politique préalable mais il a su être le porte-voix des revendications des cercles militants et s'entourer d'une équipe de personnes engagées provenant des luttes et qui croyaient fermement en ce qu'elles faisaient et disaient. Avec Teresa Rodríguez, il a eu le courage de s'affronter publiquement à Pablo Iglesias et Inigo Errejón et de démontrer qu'un autre Podemos était possible : plus large, ouvert, démocratique et enraciné dans le territoire, avec des propositions programmatiques fortes, sans tomber dans le piège de la subordination au PSOE. Et cependant, il a suffi de son intégration dans l'appareil d'État pour

faire taire sa voix critique et annuler la force politique de Podemos Aragon.

L'entrée de Podemos et d'Unidas Podemos dans les gouvernements dirigés par le PSOE, que ce soit à l'échelle de l'État ou en Aragon, a signifié une fin de cycle. Unidas Podemos a accédé aux gouvernements de la même façon que s'est conclu le référendum de Syriza pour le OXI en Grèce et la capitulation de Tsipras : en acceptant une défaite politique face aux exigences de la Troïka et en renonçant à la rupture avec le régime de 78. On est passé du « Oui on peut » et de l'idée de parvenir au gouvernement en tant qu'outil de transformation de la société, au co-gouvernement avec le PSOE comme une fin en soi, en méprisant la possibilité d'éviter des gouvernements de droite grâce à un appui d'investiture et des négociations programmatiques contre les gouvernements socio-libéraux. Unidas Podemos, qui s'est installée dans le discours « on ne peut pas », découvre aujourd'hui qu'être au gouvernement ne signifie pas avoir le pouvoir et ils renient systématiquement leurs promesses comme l'abrogation de la réforme du droit du travail et de la loi mordaza [qui s'attaque aux libertés publiques], l'encadrement des loyers, le blocage du prix de l'électricité, la réforme fiscale, etc. Et, ce qui est pire, ils essaient de compenser leur impuissance par une campagne de propagande triomphaliste et de diffusion de fausses informations qui leur fait perdre toute crédibilité actuelle et future.

Podemos a un avenir comme parti politique et il parviendra même à gouverner en d'autres occasions. Mais il a été complètement annulé comme outil de changement réel. Alors qu'il avait été à ses débuts un levier de contestation du régime, à l'heure actuelle il est devenu un projet transformiste utile et nécessaire au blindage et à la restauration du système. Dans ce nouveau rôle, c'est la nécessité d'éliminer en son sein les quelques secteurs qui maintiennent encore un horizon de rupture démocratique qui explique ce qui est arrivé dans Adelante Andalucía, où 11 députéEs d'Anticapitalistas ont été expulsés du groupe parlementaire, à l'encontre de toutes les règles et en profitant du congé maternité de Teresa Rodríguez. En ce sens, la façon dont les camarades de IU-PCE ont résolu la quadrature du cercle est paradoxale : ils sont passés de la méfiance ou des attaques contre les nouvelles formes d'expression politique et leur manifestation électorale postérieure à la formation d'alliances stables comme voie non de la construction d'un front

large opposé au social-libéralisme mais pour l'entrée dans ses gouvernements.

Le plus préoccupant de la dérive de ces dernières années n'est pas la sensation de mettre à terre une bonne opportunité pour la gauche de transformation. Le grand danger consiste en ce que Unidas Podemos, étant à l'intérieur des gouvernements du PSOE, ne peut faire partie de la solution à la crise économique et sociale que nous vivons mais qu'il se place comme partie du problème. Sans références fortes de gauche opposées à la gestion néolibérale-progressiste de la crise, on nourrit le terrain pour que l'extrême droite se présente comme l'unique alternative possible.

Pour toutes ces raisons et après un an de débats internes dans Anticapitalistas, en 2020 nous avons pris la décision de sortir de Podemos. Un point final qui ratifiait ce qui était déjà une réalité et qui venait confirmer l'échec de notre projet pour Podemos. Cependant nous ne revenons pas au début : on recommence toujours par le milieu. De cette étape nous sommes sortiEs chargéEs d'expérience pour mieux affronter le prochain cycle et en étant entrés en contact avec de nouvelles générations militantes. Nous sommes convaincuEs que notre pari était correct et que l'hypothèse de construction de pouvoir populaire à partir d'organisations larges et bien délimitées du social-libéralisme continue d'être valide.

RECOMMENCER PAR LE MILIEU

La crise de régime que le 15M a mise en évidence reste ouverte aujourd'hui, bien qu'avec une tension très forte entre les tentatives de l'approfondir (Monarchie corrompue, droit de décider en Catalogne, conflits et révoltes chaque fois plus unifiés) et les opérations de restauration. Les malaises sociaux s'expriment sous des formes différentes d'il y a dix ans comme l'indiquent les explosions collectives isolées (Black Lives Matter, liberté pour Pablo Hasel, etc.). À son tour la vague autoritaire et ultra néolibérale internationale produit ses effets également dans l'État espagnol avec la croissance d'options politiques d'extrême droite avec une présence dans la rue. La pandémie est venue approfondir un reflux social qui était déjà amorcé, aggravé par une sensation de désorientation parmi les gauches du fait de la formation des coalitions gouvernementales avec le PSOE. Dans ce contexte la tâche principale est de combattre la désaffection politique et le discours du *il n'y a pas*

d'alternative sur deux plans : en construisant une voix de gauche crédible autonome politiquement qui ne se subordonne pas à la doctrine néolibérale et ne se replie pas non plus sur la marginalité, en poussant à l'apparition et la consolidation de foyers de pouvoir populaire à partir des luttes.

Pour que cela soit possible, plusieurs choses sont nécessaires. La première, un élargissement des bases syndicales pour incorporer tous les secteurs qui depuis un certain temps s'organisent en dehors des pratiques bureaucratiques et rouillées du syndicalisme majoritaire : kellys, riders, travailleuses du foyer, etc. La seconde, mettre au centre des processus de réarticulation politique l'impressionnante expérience d'autodéfense collective et de construction d'un sujet de classe qu'a supposé le mouvement pour le droit au logement, fondamentalement en Catalogne. La troisième, établir des relations de solidarité active avec tous les processus de contestation qui peuvent éviter la consolidation d'une solution répressive, néolibérale et autoritaire, même quand elle se pare d'un discours progressiste de la crise de régime.

2021 n'est pas 2011, mais l'hypothèse de construction d'espaces larges anti néolibéraux en rupture avec le régime de 78, pluralistes et démocratiques continue d'être valide. Le repli en petits groupes identitaires et isolés des majorités sociales n'est pas une option et ne démontrerait que sa propre impuissance et son incidence politique nulle. Pas plus que de rester figés en 2014, en reproduisant des discours épiques et triomphalistes autour d'un contexte et d'un Podemos qui n'existent plus. S'ouvre une étape complexe dans laquelle les conjonctures seront chaque fois plus diverses et changeantes. Notre priorité doit être d'alimenter les conflits qui surgiront et de construire une armature qui permette d'éviter la désertification des rues. En combinant la capacité de réponse mais aussi d'initiative, en travaillant à unifier les luttes de différents secteurs et en avançant vers l'articulation d'un projet politique transformateur avec une ambition unitaire et de classe. □

***Julia Camara et Pablo Rochela sont militantEs d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale de l'État espagnol.**

1. Plataforma de Afectados por la Hipoteca, Plateforme des victimes du crédit hypothécaire.

2. Pablo Echenique, scientifique, élu au parlement européen.



Pablo Iglesias, événement organisé au vélodrome de Palma (anciennement Palma Arena) en décembre 2015. © Podemos Illes Balears / Wikicommons

La théorie de la révolution permanente et son actualité

PAR YOHANN EMMANUEL ET JULIEN SALINGUE

Qu'est-ce que la théorie de la révolution permanente ? Comment a-t-elle été mise à l'épreuve du réel ? Quelles actualités ?

I. GENÈSE DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

L'expression « révolution permanente » vient de Marx et d'Engels. Lors de la révolution de 1848-1849, et plus encore à la suite de son échec, ils ont réalisé que, en Allemagne, la révolution bourgeoise (libérale-démocratique) et la révolution prolétarienne ne seraient pas des étapes séparées historiquement (par une période de développement capitaliste de plusieurs décennies).

« JUSQU'À CE QUE TOUTES LES CLASSES PLUS OU MOINS POSSÉDANTES AIENT ÉTÉ ÉCARTÉES DU POUVOIR »

En France, la bourgeoisie avait dirigé la Révolution de 1789, renversé le féodalisme et l'Ancien régime, et redistribué dans une large mesure les terres. En Allemagne, la bourgeoisie était à la fois trop faible politiquement, et trop craintive devant la puissance naissante du prolétariat : elle se rangerait rapidement du côté de la réaction. Quant à la petite-bourgeoisie démocratique, si elle pouvait jouer un rôle important pour initier le processus révolutionnaire, elle désirerait y mettre fin d'une manière prématurée. Il était donc nécessaire pour le prolétariat et les communistes « de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives »¹. S'il

était indispensable que les prolétaires participent activement au renversement des Anciens régimes et à la révolution démocratique, ils devaient s'efforcer d'intensifier et de radicaliser ce processus, jusqu'à le transformer en révolution communiste. Dès le début, ils devaient prendre conscience de leurs intérêts de classe – qui s'identifient en définitive à l'abolition de toute domination de classe –, avancer leurs propres revendications et s'organiser d'une manière autonome, de sorte à établir les germes d'un double pouvoir : il leur fallait « instaurer sans délai à côté des nouveaux gouvernements officiels leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, sous forme soit de comités municipaux et de conseils municipaux, soit de clubs ouvriers et comités d'ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois se trouvent non seulement aussitôt privés de l'appui des travailleurs, mais se voient d'emblée surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des travailleurs »². Pour Marx et Engels, « leur cri de guerre devait être : la révolution en permanence ! ». En Allemagne, l'hypothèse stratégique de Marx et d'Engels ne s'est pas confirmée : il n'y a pas eu de révolution avant 1918, et c'est « par en haut » que l'unification nationale a été réalisée, et que des réformes libérales très partielles ont été introduites, bien que sous la pression du mouvement ouvrier. C'est en Russie que la notion de révolution permanente prendra toute sa pertinence historique.

TROTSKY ET LE « DÉVELOPPEMENT INÉGAL ET COMBINÉ »

Trotsky commence à théoriser à son tour la révolution permanente dès

1904 (avec le texte « Avant le 9 janvier ») et surtout après la révolution de 1905 (dans *Bilan et perspectives*, 1906). Comme Marx et Engels pour l'Allemagne, bien qu'il n'ait pas alors une connaissance directe de leurs textes sur cette question, Trotsky considère qu'il ne faut pas s'attendre à ce que la bourgeoisie russe dirige une véritable révolution libérale et démocratique. Ce sera sous la direction du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie majoritaire, que pourront être réalisées les tâches démocratiques, qui ne seront donc pas séparées des tâches prolétariennes (en premier lieu la socialisation des grands moyens de production). Cela est liée à son analyse du capitalisme russe. Le développement tardif du capitalisme, la place subordonnée de la Russie dans la hiérarchie impérialiste, l'importance du rôle économique de l'État et la présence de capitaux étrangers qui exploitent directement des ouvriers russes expliquent en effet à la fois la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le développement relativement important d'un prolétariat concentré (même s'il reste minoritaire par rapport à la paysannerie) et aussi la possibilité d'un développement économique rapide en raison du niveau des techniques et forces productives existantes. C'est ce qu'il appellera plus tard (notamment dans son *Histoire de la révolution russe*, 1930) le « développement inégal et combiné » : il y a une inégalité de développement entre la Russie et les pays capitalistes avancés, qui implique un développement « combiné », dans le sens où l'on assiste à la combinaison de niveaux de développement très divers (qui vont de l'arriération extrême

des campagnes, aux usines ultramodernes de Petrograd). Le lien établi par Trotsky entre développement inégal et combiné et révolution permanente dans le cas de la Russie a été par la suite généralisé aux différents pays dominés dans le cadre de l'impérialisme³, à qui il restait à accomplir des tâches révolutionnaires « bourgeoises », comme l'abolition des rapports féodaux et une réforme agraire radicale, la conquête d'une réelle indépendance nationale et libération à l'égard de l'impérialisme, ou la mise en place d'institutions démocratiques.

RÉVOLUTION PERMANENTE CONTRE « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

Si la Révolution russe a confirmé dans une large mesure les conceptions de Trotsky, un débat a resurgi au milieu des années 1920, opposant le socialisme dans un seul pays de Staline et Boukharine à l'idée de Trotsky selon laquelle il était nécessaire de rendre la révolution permanente non seulement jusqu'à l'abolition de la domination de classe et la transformation socialiste complète de la société, mais jusqu'au triomphe du socialisme à l'échelle mondiale. Suite à sa défaite, Trotsky propose sa théorisation la plus complète de la notion et de la stratégie de révolution permanente, dans un livre rédigé pour l'essentiel en 1929, *La Révolution permanente* (voir l'extrait à la suite de cet article), et en distingue trois aspects. Le premier (opposé à l'étapisme) est la permanence du processus révolutionnaire ou la « transcroissance » de la révolution démocratique en révolution socialiste, pour les pays dits « arriérés ». Le second aspect (opposé à l'étatisme bureaucratique) est la permanence de la révolution socialiste elle-même. La révolution socialiste est en effet loin d'être achevée avec la prise du pouvoir ou la décision étatique de socialiser les moyens de production : « Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue », les bouleversements concernant aussi bien « l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs ou les coutumes ». Le troisième aspect (opposé au socialisme dans un seul pays) renvoie à la nécessaire extension (sous peine de dégénérescence) de la révolution à l'échelle internationale en raison du caractère mondial de l'économie : « La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. [...] La

révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent ». La révolution d'Octobre apparaît ainsi comme la « première étape de la révolution mondiale, qui s'étend nécessairement sur des dizaines d'années ».

On développera pas ici les deuxième et troisième aspects, parfaitement actuels. L'idée que la révolution socialiste excèdera largement le moment de la prise du pouvoir et la nécessité d'internationaliser la révolution sont évidentes. Mais chercher à concevoir plus précisément ce qu'impliquent, d'une part, l'articulation des échelles nationale et internationale, et, d'autre part, la démocratisation radicale de tous les rapports sociaux, nous emmènerait trop loin.

II. LA RÉVOLUTION PERMANENTE COMME OUTIL D'ANALYSE DE L'IMPÉRIALISME ET COMME STRATÉGIE ANTI-IMPÉRIALISTE

La notion de révolution permanente permet-elle d'analyser les situations et les révolutions des processus révolutionnaires des pays dominés dans le cadre de l'impérialisme ?

LE CAS DES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Rappelons d'abord que les idées de Trotsky ont été dans une large mesure confirmées par des processus combinant révolution anti-impérialiste et révolution socialiste : la révolution chinoise (la défaite de 1925-1927 puis la victoire de 1949), la libération du Vietnam ou la révolution à Cuba.

Certes, différents éléments semblent s'opposer à la révolution permanente comprise comme prévision historique. Même si les situations sont très diverses, la plupart des indépendances des pays colonisés entre 1945 et 1975, en Afrique notamment (à l'exception des anciennes colonies portugaises : Angola, Mozambique, Cap-Vert et Guinée-Bissau), ont été conquises sans déboucher sur un système socialiste, et sans que les organisations communistes aient l'hégémonie sur le mouvement de libération nationale (bien que leur influence et les liens avec l'URSS aient pu être importants). En Algérie, si des mesures socialistes, partielles et sous l'égide de l'État, ont été initiées



Un délégué paysan aux pieds nus expose ses doléances à son député, 1905. © L'illustration / Sygma.

après l'indépendance, le processus n'a pas été mené à son terme, tout comme dans l'Égypte nassérienne. De plus, même lorsque des forces politiques se revendiquant du communisme ont joué un rôle important, voire ont dirigé le processus de libération nationale, elles s'appuyaient moins sur la classe ouvrière que sur la paysannerie. Par ailleurs, que ces victoires anti-impérialistes aient débouché ou non sur une socialisation économique (partielle ou complète), elles n'ont pas abouti à des régimes démocratiques. Cependant, les nations indépendantes qui n'ont pas attaqué les structures capitalistes ne se sont pas libérées du carcan de l'impérialisme. Par la suite, l'offensive néolibérale internationale, le poids de la dette, les plans d'ajustement structurel et le consensus de Washington, puis la chute du bloc soviétique, ont restreint la marge de manœuvre que pouvaient avoir les pays dominés jusque dans les années 1970. Or c'est cette marge de manœuvre qui rend possibles certaines politiques de développement national auto-centré visant à modifier la division impérialiste du travail (ce que Samir Amin appelle « déconnexion »), en tissant éventuellement de nouveaux liens de collaboration entre pays du tiers monde.

Bien entendu, certains pays autrefois dominés en termes impérialistes ne le sont plus. Mais l'on peut considérer qu'ils ont connu des trajectoires particulières non généralisables, reposant par exemple sur un fort soutien des États-Unis dans le cadre de la guerre froide (Corée du Sud, Taïwan), ou sur le rôle de l'exportation du pétrole (pays du Golfe en premier lieu). Le cas le plus complexe est celui de la Chine. En raison de sa croissance économique, attestant qu'elle a échappé à la logique du « développement du sous-développement » (André Gunder Frank), et en raison de sa puissance politique, on ne peut pas considérer la Chine comme soumise à l'impérialisme, même si la question de savoir si elle est destinée à se substituer à l'hégémonie mondiale des États-Unis serait à discuter. Toutefois, cela n'implique pas de rejeter l'idée de révolution permanente, dans la mesure où c'est bien « la révolution chinoise [qui] a brisé les dominations impérialistes et doté le pays d'une classe ouvrière, de qualifications, d'une industrie et d'une technologie indépendantes », établissant ainsi les conditions du développement capitaliste ultérieur⁴. Malgré certaines exceptions, des cas complexes, et des situations très diverses qui interdisent de plaquer un schéma d'une manière mécanique, l'intuition qui est au cœur de la notion et de la stratégie de révolution permanente reste fondamentalement juste : « Tant qu'une authentique révolution socialiste/démocratique – dans un processus “permanent” – n'a pas eu lieu, il est peu probable que les pays du Sud, les nations du capitalisme

périphérique puissent commencer à apporter une solution aux problèmes “bibliques” (l'expression est d'Ernest Mandel) qui les affligent : pauvreté, misère, chômage, inégalités sociales criantes, discriminations ethniques, manque d'eau et de pain, domination impérialiste, régimes oligarchiques, monopolisation de la terre par les latifondistes... »⁵.

LES « PRINTEMPS ARABES »

Les aléas du processus révolutionnaire dans la région arabe, initié à l'hiver 2010-2011, montrent ainsi à quel point les tâches démocratiques, économiques et sociales sont particulièrement imbriquées. L'organisation d'élections dans certains pays touchés par la vague de soulèvement, voire l'établissement d'un régime démocratique bourgeois-formel comme en Tunisie, n'a pas modifié fondamentalement les structures de domination, et les aspirations populaires demeurent. Comme le souligne Gilbert Achcar, « le changement dont la région a besoin pour surmonter sa crise chronique nécessite des directions ou des organes dirigeants du mouvement populaire d'un haut niveau de détermination révolutionnaire et de fidélité à l'intérêt populaire. De telles directions sont indispensables pour gérer le processus révolutionnaire et surmonter les épreuves et les défis difficiles auxquels il faut inévitablement faire face afin de vaincre les régimes existants en gagnant leur base sociale, tant civile que militaire. Il faut des directions capables de se hisser au niveau requis pour assurer la transformation de l'État d'une machine d'extorsion sociale au profit d'une minorité à un outil au service de la société et de

sa majorité laborieuse. Tant que de tels organes dirigeants n'auront pas émergé ou réussi à prendre le dessus, le processus révolutionnaire se poursuivra inexorablement à travers des phases de flux et de reflux, des avancées révolutionnaires et des régressions contre-révolutionnaires⁶. »

Dans d'autres pays de la région, on voit en effet à quel point la non-prise en charge combinée des tâches économiques, sociales et démocratiques a même pu favoriser le retour des anciens régimes (qui n'étaient jamais complètement partis). Le cas le plus exemplaire est probablement le cas égyptien où les Frères musulmans, tout en se revendiquant des acquis de la révolution de 2011, ont refusé toute rupture avec les politiques économiques néolibérales et prédatrices – tendant même à les approfondir – jouant de facto un rôle contre-révolutionnaire et précipitant le retour au pouvoir de l'armée. L'idée selon laquelle la démocratie politique serait une étape à franchir « dans un premier temps », en construisant des alliances politiques avec des forces bourgeoises, quitte à renoncer à imposer la transformation sociale, celle-ci n'étant envisagée que venant à la suite de la consolidation de structures démocratiques, a fait long feu : non seulement la transformation sociale n'est jamais venue, mais cette séparation des tâches sociales et démocratiques a favorisé le retour des dictatures – et la destruction des maigres espaces de démocratie politique.

III. ACTUALITÉS DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Dans les pays dominés, on constate donc que la théorie de la révolution permanente demeure pertinente, à condition d'être sans cesse actualisée à la lumière des nouvelles expériences sociales et politiques. Comme l'écrivait Michael Löwy : « Dans la grande majorité des pays du capitalisme périphérique – que ce soit au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine – les tâches d'une révolution démocratique véritable n'ont pas été accomplies : selon les cas, la démocratisation – et la sécularisation ! – de l'État, la libération de l'emprise impériale, l'exclusion sociale de la majorité pauvre, ou la solution de la question agraire restent à l'ordre du jour. La dépendance a pris des formes nouvelles, mais celles-ci ne sont pas moins brutales et contraignantes que celles du passé : la dictature du FMI, de la Banque Mondiale et bientôt de l'OMC – sur les pays endettés, c'est-à-dire de

pratiquement tous les pays du Sud – par le mécanisme des plans « d'ajustement » néolibéraux et des conditions draconiennes de paiement de la dette externe. [...] La révolution dans ces pays ne pourra donc être qu'une combinaison complexe et articulée entre ces exigences démocratiques et le renversement du capitalisme. Aujourd'hui comme hier, les transformations révolutionnaires qui sont à l'ordre du jour dans les sociétés de la périphérie du système ne sont pas identiques à celles des pays du centre. Une révolution sociale en Inde ne saurait être, du point de vue de son programme, de sa stratégie et de ses forces motrices, une pure “révolution ouvrière” comme en Angleterre. Le rôle politique décisif – certes, non prévu par Trotsky ! – que jouent dans de nombreux pays aujourd'hui les mouvements paysans et indigènes (l'Armée zapatiste de libération nationale au Mexique, le Mouvement des travailleurs agricoles sans terre (MST) brésilien, la CONAIE en Équateur) montre l'importance et l'explosivité sociale de la question agraire, et son lien étroit avec la libération nationale. »⁷

Pour Trotsky, dans les pays capitalistes avancés, où la révolution bourgeoise était supposée accomplie, la révolution permanente était pertinente en seulement deux sens : poursuite du processus révolutionnaire socialiste après la prise du pouvoir ; nécessité d'étendre internationalement la révolution.

Sans bien sûr être abolie, « la frontière entre “révolution prolétarienne” dans les pays impérialistes et “révolution permanente” dans les pays dominés semble plus floue aujourd'hui qu'hier tant sur le plan politique (les mots d'ordre se ressemblent de plus en plus à l'heure où la dette illégitime est au cœur de la crise européenne !) que géographique, avec des pays “à cheval” sur deux mondes »⁸, la Grèce par exemple.

Plus généralement, la révolution permanente en tant que combinaison de tâches démocratiques et socialistes a une pertinence nouvelle dans les pays du centre impérialiste eux-mêmes. La longue crise du capitalisme, dont l'éclatement en 2008-2009 n'a pas fini d'avoir des conséquences – et des répliques – a ainsi ouvert une phase de développement autoritaire, au sein des pays capitalistes « développés », dont nous sommes loin d'avoir vu l'aboutissement. Ce cours autoritaire n'est pas un accident de parcours ou une simple « fuite en avant » idéologique : il est l'expression d'une crise d'hégémonie de

la domination politique bourgeoise, corollaire de son incapacité structurelle à obtenir le consentement de fractions significatives de la population, leur adhésion à des politiques qui, loin d'amortir les conséquences sociales de la crise économique, les aggravent. L'instabilité politique est là, qui se traduit par la fin des régimes d'alternance « apaisée », par le développement spectaculaire des forces d'extrême droite et de droite extrême, par des événements comme l'élection de Donald Trump ou le Brexit, par les multiples interventions brutales, au cours des dernières années, des institutions européennes sur les scènes politiques « nationales » (Italie, Grèce et, dans une moindre mesure, Portugal), etc.

L'autoritarisme macronien est ainsi l'expression « à la française » d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, qui se déploie sous des formes diverses dans la plupart des « démocraties bourgeoises ». Lors de l'élection de Macron, la question était posée de savoir s'il représentait une solution à cette crise d'hégémonie ou s'il était un produit de cette crise qui ne pourrait, à moyen terme, que l'approfondir. Tout indique aujourd'hui que, même si ses contre-réformes répondent aux souhaits de la bourgeoisie, la crise est loin d'être résolue : les réformes sont votées et s'appliquent, mais le consentement n'est pas là, ce dont témoignent la faible popularité de Macron et le rétrécissement de sa base sociale, lui qui était déjà minoritaire lors de la présidentielle. Mais rien ne semble davantage indiquer que Macron et les siens seraient en quête de la construction d'une « nouvelle hégémonie », tant leurs rapports aux formes les plus classiques de médiation et donc de production de consentement (partis, syndicats, associations et même, dans une certaine mesure, médias) témoignent, à l'égard de ces structures, d'une volonté de marginalisation/contournement, voire de domination absolue.

L'inséparabilité des luttes démocratiques et sociales est de plus en plus visible dans les pays capitalistes dominants, tout comme elle l'est dans les pays de la périphérie. C'est en ce sens que l'on peut appréhender les soulèvements populaires à répétition, depuis une dizaine d'années, comme exprimant une révolte contre le capitalisme néolibéral-autoritaire, dans laquelle se combinent « naturellement » revendications sociales et revendications démocratiques⁹. Irak, Chili, Équateur, Liban, Catalogne, Porto Rico, Soudan,

Colombie, Hong Kong, Nicaragua, Algérie, Haïti, Iran, Inde... la quasi-totalité des mouvements populaires des dernières années, et cela est également valable pour le mouvement des Gilets jaunes en France, s'ils ont débuté en réaction à une mesure gouvernementale précise, se sont très rapidement mués en soulèvements globaux, remettant en question l'ensemble des politiques néolibérales conduites au cours des dernières années, voire des dernières décennies, et contestant la légitimité même des pouvoirs en place et leurs pratiques anti-démocratiques, voire autoritaires.

Dans toutes ces luttes, l'absence d'un horizon émancipateur commun (le communisme, l'écosocialisme...) fait toutefois cruellement défaut, de même que fait défaut l'existence de forces politiques permettant d'opérer une synthèse des expériences passées et des nouvelles radicalités, indispensable pour envisager les révolutions du XXI^e siècle en posant ouvertement la question du pouvoir. C'est aussi à cela que peut et doit servir la révolution permanente : se nourrir des expériences sociales et politiques contemporaines tout en les nourrissant, et constituer une théorie et une pratique qui, loin des visions téléologiques ou étapistes du combat pour l'émancipation sociale, permettent « d'articuler le temps politique de l'événement et le temps historique du processus, les conditions objectives et leur transformation subjective, les lois tendancielle et les incertitudes de la contingence, la contrainte des circonstances et la liberté des décisions, la sagesse des expériences accumulées et l'audace de la nouveauté, l'événement et l'historicité. »¹⁰ □



5 mars 1960, La Havane, Cuba. Marche avec, de gauche à droite, Fidel Castro, Osvaldo Dorticós Torrado, Che Guevara, Augusto Martínez Sánchez, Antonio Núñez Jiménez, William Alexander Morgan and Eloy Gutiérrez Menoyo. © Museo Che Guevara

1. Adresse du Comité central de la Ligue des communistes, écrite par Marx et Engels en mars 1850.

2. Idem.

3. Le cas de la Chine, discuté par Trotsky lui-même, est paradigmatique ; Pierre Rousset y revient dans sa contribution à ce dossier.

4. Pierre Rousset, « Daniel Bensaïd, la révolution permanente : questions d'hier et d'aujourd'hui », janvier 2012 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article24095>

5. Michael Löwy, « Actualité de la révolution permanente », Inprecor, n° 449-450, juillet-septembre 2000.

6. Gilbert Achcar, « 2010-2020 : La première décennie du processus révolutionnaire arabe », alencontre.org, 18 décembre 2020.

7. Michael Löwy, « Actualité de la révolution permanente », art. cit.

8. Pierre Rousset, « Daniel Bensaïd, la révolution permanente », art. cit.

9. Voir Julien Salingue, « Un soulèvement mondial contre le capitalisme néolibéral-autoritaire ? », revue L'Anticapitaliste n°110, décembre 2019.

10. Daniel Bensaïd, « Fragments pour une politique de l'opprimé : événement et historicité », 2003.

« La révolution permanente signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe »

PAR LÉON TROTSKY

Extrait de l'introduction à la Révolution permanente (1929).

Depuis l'automne 1902 pour le moins, c'est-à-dire depuis l'époque de ma première fuite à l'étranger, j'ai été le disciple de Lénine en ce qui concerne le rôle décisif du bouleversement agraire dans le sort de notre révolution bourgeoise. Contrairement à tous les racontars absurdes des dernières années, j'étais alors parfaitement convaincu que la révolution agraire et, par conséquent, la révolution démocratique ne pouvaient s'accomplir qu'au cours de la lutte contre la bourgeoisie libérale, par les efforts conjugués des ouvriers et des paysans. Mais je m'opposais à la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : à laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle ?

J'essayais de démontrer qu'en dépit de leur énorme importance sociale et révolutionnaire, les paysans ne sont capables ni de former un parti véritablement indépendant ni, encore moins, de concentrer le pouvoir révolutionnaire entre les mains d'un tel parti. Dans toutes les révolutions passées, à partir de la Réforme allemande du XVI^e siècle et même plus tôt, les paysans en révolte ont toujours donné leur appui à l'une des fractions de la bourgeoisie des villes et lui ont ainsi souvent permis de remporter la victoire. De même estimais-je que dans notre révolution bourgeoise tardive, les paysans, au moment suprême de leur lutte, peuvent prêter une aide analogue au prolétariat et l'aider à prendre le pouvoir. J'en arrivais à la conclusion que notre révolution bourgeoise ne pouvait accomplir réellement ses tâches que dans le cas où le prolétariat, appuyé par les millions de paysans, aurait concentré entre ses

mains la dictature révolutionnaire. Quel serait le contenu social de cette dictature ? Tout d'abord, elle devait mener jusqu'au bout la révolution agraire et la reconstruction démocratique de l'État. Autrement dit, la dictature du prolétariat devenait l'arme avec laquelle seraient atteints les objectifs historiques de la révolution bourgeoise retardée. Mais elle ne pouvait s'arrêter là. Arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de faire des incursions de plus en plus profondes dans les rapports de propriété privée en général, c'est-à-dire de prendre le chemin des mesures socialistes.

LES TRAITS ESSENTIELS DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

— Mais croyez-vous vraiment que la Russie soit déjà mûre pour une révolution socialiste ? m'ont objecté bien des fois les Staline, Rykov et autres Molotov des années 1905-1917. J'ai toujours répondu : non, je ne le crois pas. Mais l'économie mondiale, l'économie européenne en particulier, est parfaitement mûre pour cette révolution. La dictature du prolétariat en Russie nous conduira-t-elle ou non au socialisme ? Selon quels rythmes et par quelles étapes ? Tout cela dépendra de l'avenir du capitalisme européen et mondial.

Voilà les traits essentiels de la théorie de la révolution permanente telle qu'elle s'était formée dans les premiers mois de l'année 1905. Trois révolutions ont eu lieu depuis. Le prolétariat russe est arrivé au pouvoir, porté par la vague puissante d'une insurrection paysanne. La dictature du prolétariat est devenue un fait accompli en Russie avant de surgir dans les autres pays du monde, incomparement plus développés qu'elle.

En 1924, sept ans après la confirmation éclatante du pronostic historique de la théorie de la révolution permanente, les épigones ont déchaîné contre elle une campagne enragée, détachant de mes vieux écrits des phrases tronquées et des répliques polémiques que j'avais moi-même bien oubliées depuis ce temps-là. Ici, il est bon de rappeler que la première révolution russe éclata un peu plus d'un demi-siècle après l'époque des révolutions bourgeoises en Europe, et trente-cinq ans après l'insurrection de la Commune de Paris. L'Europe avait eu le temps de perdre l'habitude des révolutions. La Russie ne les avait pas connues du tout. Tous les problèmes de la révolution se posaient en termes nouveaux, il est facile de comprendre que la révolution à venir représentait alors pour nous une masse d'éléments inconnus ou douteux. Les formules de tous les groupements n'étaient pas autre chose, en somme, que des hypothèses de travail. Il faut être complètement incapable de faire un pronostic historique et d'en comprendre les méthodes pour considérer, aujourd'hui, les évaluations et les analyses de 1905 comme si elles dataient d'hier. Je me suis souvent dit et j'ai souvent répété à mes amis : je ne doute pas qu'il y ait eu, dans mes pronostics de 1905, de grandes lacunes qu'il est très facile de découvrir aujourd'hui après coup. Mais tous mes critiques ont-ils prévu mieux que moi et plus loin ? N'ayant pas eu l'occasion de relire mes anciens ouvrages, j'admettais par avance qu'ils contenaient des fautes beaucoup plus graves et plus importantes qu'ils n'en comportent en réalité. Je m'en suis convaincu, en 1928, pendant mon exil à Alma-Ata où le repos politique forcé me donna le temps nécessaire pour relire et annoter mes vieux

écrits consacrés au problème de la révolution permanente. J'espère que le lecteur arrivera à la même conviction après avoir lu l'exposé qui suit. [...]

PASSAGE DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE À LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe.

Pour dissiper la confusion créée autour de la théorie de la révolution permanente, il faut distinguer trois catégories d'idées qui s'unissent et se fondent dans cette théorie.

Elle comprend, d'abord, le problème du passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste. Et c'est là au fond son origine historique.

L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du milieu du 19^e siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un État «rationnel» ou démocratique, toutes les questions peuvent être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes. Marx ne considérait la révolution bourgeoise de 1848 que comme le prologue immédiat de la révolution prolétarienne, Marx s'était «trompé». Mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. Mais c'est la raison pour laquelle elle n'aboutit pas au triomphe de la démocratie. Quant à la révolution allemande de 1918, elle n'est pas du tout l'achèvement démocratique d'une révolution bourgeoise : c'est une révolution prolétarienne décapitée par la social-démocratie ; plus exactement : c'est une contre-révolution bourgeoise qui, après sa victoire sur le prolétariat, a été obligée de conserver de fallacieuses apparences de démocratie.

D'après le schéma de l'évolution historique élaboré par le «marxisme» vulgaire, chaque société arrive, tôt ou tard, à se donner un régime démocratique ; alors le prolétariat s'organise et fait son

éducation socialiste dans cette ambiance favorable. Cependant, en ce qui concerne le passage au socialisme, les réformistes avoués l'envisageaient sous l'aspect de réformes qui donneraient à la démocratie un contenu socialiste (Jaurès) ; les révolutionnaires formels reconnaissaient l'inéluçabilité de la violence révolutionnaire au moment du passage au socialisme (Guesde). Mais les uns et les autres considéraient la démocratie et le socialisme, chez tous les peuples et dans tous les pays, comme deux étapes non seulement distinctes, mais même très écartées l'une de l'autre dans l'évolution sociale. Cette idée était également prédominante chez les marxistes russes qui, en 1905, appartenaient plutôt à l'aile gauche de la II^e Internationale. Plekhanov, ce fondateur brillant du marxisme russe, considérait comme folle l'idée de la possibilité d'une dictature prolétarienne dans la Russie contemporaine. Ce point de vue était partagé non seulement par les mencheviks, mais aussi par l'écrasante majorité des dirigeants bolcheviques, en particulier par les dirigeants actuels du parti [Trotsky écrit en 1929 : il s'agit des dirigeants qui l'ont éliminé, notamment Staline – NDLR]. Ils étaient alors des démocrates révolutionnaires résolus, mais les problèmes de la révolution socialiste leur semblaient, aussi bien en 1905 qu'à la veille de 1917, le prélude confus d'un avenir encore lointain.

RENDRE PERMANENT LE DÉVELOPPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

La théorie de la révolution permanente, renaissant en 1905, déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques, que se proposent les pays bourgeois arriérés, les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent

le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société. Sous son deuxième aspect, la théorie de la révolution permanente caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes «pacifiques». Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment, en s'accumulant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.

Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classe. La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union soviétique. Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que les succès. Si l'État prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ces contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale. La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent. □

Révolution permanente contre stalinisme en URSS

PAR DANIEL BENSÂÏD

Extrait de « Révolution socialiste et contre-révolution bureaucratique », Critique de l'économie politique n° 7-8, avril-septembre 1972.

Dans les années 1870, le mouvement révolutionnaire russe s'interroge sur l'avenir et la nature de sa révolution. Une intelligentsia, privée de ses racines de classe par le rachitisme d'une bourgeoisie nationale sans vigueur historique, se heurte à l'autocratie tsariste. Sa solitude sociale la pousse souvent au terrorisme désespéré ; mais, en même temps, cette intelligentsia sent que la situation ne pourra être réellement dénouée que par l'une des classes sociales fondamentales. Plusieurs courants se dessinent. L'un se met à la remorque d'une bourgeoisie débile en espérant lui donner l'audace nécessaire pour prétendre au pouvoir. L'autre, attiré par une paysannerie, puissante en nombre et en traditions, verse dans le populisme en faisant confiance à cette paysannerie pour tenir en échec les cruautés du capitalisme naissant. La classe ouvrière, encore à ses tout débuts, n'apparaît guère comme un pôle social assez solide pour prendre la tête du mouvement.

MARX ET LA COMMUNE AGRICOLE DE TYPE RUSSE

Cependant, par les canaux de l'émigration, le débat sort des seuls cercles de l'intelligentsia révolutionnaire russe. Sollicité par Vera Zassoulitch, Marx y apporte sa contribution. La fameuse lettre qu'il adresse à celle-ci ne comporte pas moins de quatre brouillons. Dans le troisième brouillon, il campe avec netteté les caractéristiques et le processus évolutif de la commune agricole de type russe :

« 1. Toutes les autres communautés reposent sur des rapports de consanguinité entre leurs membres. On n'y entre pas, à moins qu'on ne soit parent naturel ou adopté. Leur structure est celle

d'un arbre généalogique. La "commune agricole" fut le premier groupement social d'hommes libres, non resserré par les liens du sang.

2. Dans la commune agricole, la maison et son complément, la cour, appartiennent en particulier au cultivateur. La maison commune et l'habitation collective étaient au contraire une base économique des communautés plus primitives, et cela déjà longtemps avant l'introduction de la vie pastorale ou agricole. Certes, on trouve des communes agricoles où les maisons, bien qu'elles aient cessé d'être des lieux d'habitation collective, changent périodiquement de possesseurs. L'usufruit individuel est ainsi combiné avec la propriété commune. Mais de telles communes portent encore leur marque de naissance : elles se trouvent en état de transition d'une communauté plus archaïque à la commune agricole proprement dite.

3. La terre labourable, propriété inaliénable et commune, se divise périodiquement entre les membres de la commune agricole, de sorte que chacun exploite à son propre compte les champs à lui assignés et s'en approprie les fruits en particulier. Dans les communautés plus primitives, le travail se fait en commun et le produit commun, sauf la quote-part réservée pour la reproduction, se répartit au fur et à mesure des besoins de la consommation.

On comprend que le dualisme inhérent à la constitution de la commune agricole puisse la douer d'une vie vigoureuse. Émancipée des liens forts, mais étroits, de la parenté naturelle, la propriété commune du sol et les rapports sociaux qui en découlent lui garantissent une assiette solide, en même temps que la maison et la cour, domaine exclusif de la famille individuelle, la culture parcelle et l'appropriation privée de ses

fruits donnent un essor à l'individualité incompatible avec (la structure) l'organisme des communautés plus primitives.

Mais il n'est pas moins évident qu'avec le temps ce même dualisme puisse se tourner en germe de décomposition. À part toutes les influences malignes venant d'en dehors, la commune porte dans ses propres flancs ses éléments délétères. La propriété foncière privée s'y est déjà glissée en guise d'une maison avec sa cour rurale qui peut se transformer en place forte d'où se prépare l'attaque contre la terre commune. Cela s'est vu. Mais l'essentiel, c'est le travail parcellaire comme source d'appropriation privée. Il donne lieu à l'accumulation des biens meubles, par exemple de bestiaux, d'argent, et parfois même d'esclaves ou de serfs. Cette propriété mobile, incontrôlable par la commune, sujet d'échanges individuels où la ruse et l'accident ont beau jeu, pèsent de plus en plus sur toute l'économie rurale. Voilà le dissolvant de l'égalité économique et sociale primitive. Il introduit des éléments hétérogènes provoquant au sein de la commune des conflits d'intérêts et des passions propres à entamer d'abord la propriété commune des terres labourables, ensuite celle des forêts, pâturages, friches, etc., lesquelles, une fois converties en annexes communales de la propriété privée, lui vont échoir à la longue. »

RÉVOLUTION PERMANENTE EN RUSSIE

Dès le premier brouillon, Marx admettait la possibilité pour la société russe de faire l'économie de l'étape capitaliste et de ses souffrances. Il voyait, dans la contemporanéité internationale de la commune agricole et du développement industriel des pays capitalistes les

plus développés, la condition de cette possibilité. En effet, la combinaison du travail collectif de la terre avec les techniques les plus avancées d'exploitation du sol (engrais chimiques, machines agricoles, etc.) permettait d'emblée à un travail collectif d'atteindre une productivité plus élevée que celle de l'entreprise capitaliste à la campagne :

« Je réponds : parce que, en Russie, grâce à une combinaison de circonstances uniques, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle peut s'en approprier tous les acquêts positifs et sans passer par ses péripéties (terribles) affreuses. »

La possibilité pour la Russie de brûler l'étape capitaliste n'est pas une simple hypothèse tardive de Marx. Trois ans plus tôt, il défendait déjà fermement cette idée dans une polémique avec Mikhaïlovsky ayant rapport à ce sujet. « Je suis arrivé à ce résultat : si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste. »

Enfin, prolongeant la réflexion de Marx, en 1894, Engels réaffirme les conditions politiques d'une marche accélérée de la révolution socialiste en Russie. Il s'agit avant tout de la combinaison entre la révolution russe et une révolution prolétarienne dans un pays développé qui lui permettrait de bénéficier, dans le cadre d'une collaboration internationaliste, des dernières découvertes technologiques :

« La commune russe aura-t-elle un sort différent et meilleur ? Cela ne peut tenir à elle-même, mais seulement à cette circonstance qu'elle a survécu avec une certaine vigueur dans un pays européen jusqu'à une époque où ce n'est plus principalement la production marchande, mais sa forme la plus développée et ultime, la production capitaliste, qui en Europe occidentale est entrée en contradiction avec les forces productives qu'elle a elle-même créées ; et où ces contradictions internes et les conflits de classe

qui y correspondent la conduisent à sa ruine. Il en résulte que la commune russe ne peut pas sortir de son état par elle-même, mais seulement en union avec le prolétariat industriel de l'Ouest. La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur la bourgeoisie, le remplacement – qui y est lié – de la production capitaliste par la production dirigée socialement, tel est le préalable nécessaire à une élévation de la commune russe au même niveau. »

Deux idées-forces ressortent de ces textes :
– l'idée, encore non systématisée, du développement inégal et combiné qui rend possible la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste ;
– l'idée que la condition de cette transcendance est d'ordre international, c'est-à-dire qu'elle réside dans la liaison entre la révolution russe et une victoire

surmonter une société de transition temporairement isolée sur le plan international et dont le niveau de développement reste de loin inférieur à celui des grandes puissances capitalistes. En effet, dans la Russie du début du siècle, la bourgeoisie, encore faible, et déjà talonnée par le prolétariat, est incapable de se débarrasser de l'État autocratique tsariste et de sa bureaucratie parasitaire. Elle rend ainsi possible la transcendance de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne. Mais la classe ouvrière se trouve par là même confrontée à deux tâches simultanées : pour avoir la force d'en finir avec le vieil ordre féodal, elle doit s'allier à la masse écrasante de la paysannerie à peine émancipée du servage. Ce n'est donc qu'en réalisant pour la paysannerie les tâches de la révolution démocratique bourgeoise –



Lénine à l'usine Poutilov en mai 1917. © Isaak Brodsky

révolutionnaire dans un pays capitaliste développé d'Europe occidentale. Ce seront là les cadres stratégiques de la révolution permanente selon Trotski et de la stratégie internationale développée par Lénine et Trotski dans les premiers congrès de l'Internationale communiste. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on songe que Trotski, qui a cohabité pendant plusieurs années à Londres avec Vera Zassoulitch elle-même, devait être un familier des thèses de Marx.

LES BASES DE LA DÉGÉNÉRESCENCE BUREAUCRATIQUE

Le phénomène de dégénérescence et de bureaucratisation de l'État ouvrier soviétique n'est pas dû à la malveillance ou à la trahison délibérée de la direction du PCUS ; il s'inscrit dans la contradiction fondamentale que doit

« la terre aux paysans ! » – que le prolétariat industriel scelle son alliance révolutionnaire avec elle.

Mais le prolétariat s'engage du même coup à assumer et maîtriser deux processus révolutionnaires combinés, qui se chevauchent et parfois se contredisent : remplir à la fois les tâches laissées par la révolution bourgeoise avortée et celles de la révolution prolétarienne elle-même. Il ne s'agit pas là d'un problème abstrait et formel, mais d'une réalité sociale contraignante : car ce n'est qu'en conservant l'appui des masses paysannes que l'État ouvrier peut résister aux assauts de la contre-révolution. Trotski a clairement

souligné dans *l'Histoire de la révolution russe* que les soviets de soldats, qui ont joué un rôle décisif lors de l'insurrection, n'étaient rien d'autre quant au fond que des soviets de paysans sous l'uniforme. Le rassemblement dans l'armée de paysans déracinés de leur terre leur permet d'agir collectivement ; ce fut aussi le cas avec la VIII^e armée de route en Chine.

En distribuant la terre aux paysans, le prolétariat accélère le développement de la propriété privée et des rapports capitalistes à la campagne. Il assoit ainsi son pouvoir sur un terrain miné en espérant à courte échéance le relais d'une révolution prolétarienne victorieuse dans un pays capitaliste développé, ce qui lui donnerait le poids social nécessaire pour dénouer à son profit la contradiction subsistant entre les deux processus engagés. La crise de l'impérialisme en guerre, l'existence d'une classe ouvrière concentrée et combative, la présence d'une avant-garde expérimentée et trempée faisaient de la Russie un maillon faible propice à la victoire de la révolution. En revanche, l'isolement dans lequel la révolution russe a été confinée par les défaites des prolétariats hongrois et allemand mettait son avenir en péril.

La bureaucratisation du PCUS et de l'État soviétique ne fut dans ce contexte ni le fait de la fatalité, ni celui d'un complot. Elle résulte tout d'abord de la démobilisation et de la passivité ouvrières consécutives à la saignée de la guerre civile, à la déception née des difficultés économiques. La mort de Sverdlov tuberculeux n'est qu'un indice des conditions d'hygiène et de santé précaires partagées par les grandes masses de la population.

Il est utile, pour comprendre l'ampleur du phénomène, de rappeler qu'en 1919 les effectifs du PCUS étaient évalués à 250 000 membres dont 10 % seulement de plus de 40 ans et 50 % de moins de 30 ans ; 8 % seulement étaient membres du PC avant la révolution, mais 70 % occupaient des fonctions d'autorité dans le parti ou dans les services d'État. En 1921, les effectifs

étaient passés à 730 000 membres dont 57 % étaient illettrés !

Ce phénomène social massif d'adhésion au parti au pouvoir dans un contexte de recul et d'isolement international de la révolution, de difficultés économiques internes et d'arriération culturelle, engendre d'autant plus sûrement la bureaucratie que l'avant-garde a été décimée et que les parvenus de la révolution aspirent à la pause et au mieux-vivre. De ce lent processus, les *Mémoires d'un bolchevique-léniniste* rendent compte avec une sincérité et une naïveté émouvantes.

Devant cette situation, deux problèmes centraux se posaient aux dirigeants soviétiques :

- résoudre la tension interne entre le marché capitaliste enraciné à la campagne et la planification économique appuyée sur l'appropriation collective des principaux moyens de production ;
- briser l'isolement en développant, grâce à l'Internationale communiste, une stratégie révolutionnaire internationale.

Les deux problèmes sont intimement liés. Il est évident, par exemple, que les solutions économiques avancées par l'Opposition de gauche ne prétendaient pas résoudre le problème de la construction du socialisme dans un seul pays. Elles permettaient de maîtriser les contradictions, en liaison avec une stratégie internationale alternative aux zigzags opportunistes de la direction stalinienne.

DES OBJECTIFS ÉCONOMIQUES LIMITÉS

1. Le premier gouvernement soviétique avait en 1917 des objectifs économiques limités ; l'accent était mis sur :

- l'instauration du contrôle ouvrier sur les moyens de production, cette phase étant conçue comme un apprentissage indispensable au pouvoir ouvrier ;
- une banque nationale unique ;
- l'abolition des dettes à l'étranger ;
- la nationalisation du sol et du sous-sol et la distribution de la terre à ceux qui la travaillent.

Mais l'intervention étrangère, le sabotage de la bourgeoisie et la guerre civile ont imposé des mesures d'urgence et précipité l'approfondissement de la révolution. La phase du contrôle ouvrier est vite dépassée. Les banques, le commerce, l'industrie sont nationalisés. Le monopole du commerce extérieur est instauré. La planification économique est organisée d'abord essentiellement à des fins de rationnement. Ces mesures radicales sont le fait d'une économie de guerre ; elles naissent donc de la dynamique même de l'affrontement de classes national et international qui boucle les rythmes prévus par les bolcheviques eux-mêmes.

C'est ainsi qu'apparaît le problème auquel l'État soviétique et, ultérieurement dans des conditions moins dramatiques, l'État chinois auront à faire face.

Dans une société capitaliste développée, l'agriculture joue le rôle d'une branche à faible composition organique du capital. La péréquation du taux de profit

joue donc en sa défaveur et favorise l'accumulation du capital industriel. Ce transfert opéré par le biais du marché suppose cependant, d'une part, que la production agricole ait atteint un niveau de développement suffisamment élevé pour dégager un surplus permettant de libérer une main-d'œuvre désormais disponible pour l'industrie, de nourrir les classes urbaines, de dégager un fonds d'accumulation initial ; d'autre part, que le secteur industriel soit assez fort pour répondre à la demande des campagnes.

Or, dans la Russie affaiblie par la guerre et ravagée par la guerre civile, la première condition n'est que faiblement remplie, la seconde ne l'est guère. Il en résulte que l'accumulation agricole privée demeure nettement supérieure à l'accumulation industrielle étatisée. Ce déséquilibre porte en lui d'importants processus sociaux.

En effet, si les produits de l'industrie socialisée viennent à manquer, les paysans, entrepreneurs privés, vont naturellement se tourner vers le marché mondial pour y obtenir à meilleur prix les produits industriels dont ils ont besoin. Ensuite, ils chercheront à investir à l'étranger les économies qu'ils ne peuvent placer de façon rentable dans le pays même.

Ainsi, comme, au début des années vingt, le lent relèvement de l'industrie soviétique ne permet pas de satisfaire la demande du secteur agricole, les prix industriels montent en flèche. Plutôt que de vendre leurs produits agricoles selon les tarifs fixés par l'État pour ensuite payer au prix fort les produits industriels, les paysans préfèrent les stocker, affamer ainsi les villes et remettre en cause le monopole du commerce extérieur. Leur pression en ce sens se fait sentir jusque dans les rangs du parti où, du vivant même de Lénine, Staline s'en fait le porte-parole (cf. *Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin).

NÉCESSITÉ DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Deux voies principales s'ouvrent alors : 1. La première consisterait à baisser les prix industriels pour apaiser la paysannerie. On favoriserait un transfert de valeur vers le secteur agricole. Les capitaux privés ainsi accumulés seraient drainés dans le secteur étatisé par la voie de l'emprunt et de l'impôt. Un fonds d'investissement serait alors dégagé, qui permettrait de développer

l'industrie en même temps que l'existence d'une bourgeoisie nantie lui assurerait un débouché., C'est le sens du socialisme à « pas de tortue » et du « enrichissez-vous » lancé par Boukharine à la paysannerie.

Mais ce processus se traduit très vite par la prolétarisation d'une partie importante de la paysannerie. Ainsi, au moment du XII^e congrès du PCUS en 1924, Kamenev estimait déjà que 8 % des fermes, regroupant 14 % des paysans, détenaient 25 % du bétail et 34 % des terres ensemencées. En 1926, deux ans après seulement, 4 % des fermes détenaient 50 % des machines agricoles.

Cette aggravation des inégalités sociales se développe d'autant plus facilement que les opérations de partage et de distribution des terres, vue la faiblesse de l'appareil d'État et l'inégale mobilisation de la population, n'avaient pas toujours été équitables. La différenciation sociale à la campagne tend alors à la reconstitution d'une bourgeoisie rurale dont la lutte pour l'abolition du monopole du commerce extérieur constitue l'un des objectifs importants.

L'autre voie aurait consisté à opérer une ponction forcée sur le secteur agricole dans le cadre d'un plan économique central assurant un rythme d'industrialisation rapide, indispensable pour permettre une collectivisation de la terre dans des conditions favorables.

2. C'est dans la matrice de cette contradiction que viennent s'inscrire les zigzags de la bureaucratie stalinienne. De 1923 à 1927, les koulaks s'affirment et font valoir leurs exigences. En 1923 déjà, ils avaient affamé les villes en refusant de livrer les produits. Une nouvelle grève des livraisons pendant l'hiver 1927 menace l'équilibre sur lequel s'est élevée la bureaucratie d'État. Pour survivre et se maintenir, cette dernière doit alors en découdre avec le koulak qu'elle avait ménagé et favorisé (en particulier avec la politique internationale droitière du comité anglo-russe de la révolution chinoise en 1926-1927).

Face aux koulaks devenus menaçants se dessine le tournant gauche de la bureaucratie soviétique. C'est le coup d'envoi de la troisième période de l'Internationale communiste (IC). Sur le plan interne, la collectivisation forcée de la terre et l'industrialisation accélérée. Mais une collectivisation opérée dans les pires conditions ; l'industrialisation lente de la période antérieure ne permet pas de donner aux paysans les engrais et les

machines agricoles susceptibles de les convaincre de la supériorité et des avantages de l'agriculture collectiviste sur de grandes surfaces. D'où la résistance des paysans, et non des seuls koulaks, la destruction du cheptel et des récoltes. Pour réaliser un tel coup de force contre la paysannerie, la bureaucratie doit chercher un nouvel équilibre et une nouvelle base d'appui : elle va les trouver avec la constitution d'une élite ouvrière privilégiée sélectionnée à travers le mouvement stakhanoviste.

Mais cette réorientation brutale et typiquement bureaucratique, en même temps qu'elle brise la montée du koulak, rompt l'alliance du prolétariat et de la paysannerie et ouvre une plaie durable au flanc de la société soviétique.

Au début des années quarante, la guerre donne à la paysannerie l'occasion d'une revanche temporaire. L'appareil d'État étant mobilisé par l'effort militaire, elle peut alors, par une sorte de chantage à l'alimentation, reconquérir une position sociale forte : les marchés ruraux se développent, les kolkhoziens s'enrichissent en attendant que le retour de la paix permette à la bureaucratie centrale une reprise en main.

Ces zigzags bureaucratiques illustrent le lien contraignant du politique et de l'économique dans la société de transition. Si le niveau de vie des masses baisse, la productivité du travail tendra à baisser aussi, à moins qu'elle ne soit maintenue grâce à des moyens de contrainte qui multiplient les dépenses improductives (armée, police, hiérarchie bureaucratique). L'économie de transition ne peut faire preuve d'une supériorité convaincante que si elle vise un développement optimum et non un développement maximal ; c'est-à-dire notamment si, par un développement harmonieusement combiné de l'agriculture, de l'industrie lourde et de l'industrie légère, elle parvient à faire de la compréhension et de la mobilisation des masses un facteur conscient de ce développement. Or, le développement optimal est foncièrement antagonique aux intérêts de la bureaucratie dans la mesure où il suppose la capacité pour le Plan d'enregistrer et de synthétiser les besoins effectifs de la population, ce qui implique de toute évidence une démocratie politique et économique telle que les travailleurs puissent faire connaître leurs volontés, participer aux choix fondamentaux et en assumer volontairement la réalisation. □



Grigory Zinoviev observe le test de la première charrue électrique soviétique. Auteur inconnu.

L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente

PAR PIERRE ROUSSET

La révolution chinoise est l'un des événements majeurs du XX^e siècle. Prise dans son ensemble, elle couvre toute la période qui va des lendemains de la révolution russe jusqu'à la fin des années 1960, quand la République populaire sombre dans les conflits de la mal nommée « Révolution culturelle ». Rares sont les processus révolutionnaires qui constituent ainsi des traits d'union entre des périodes si distantes¹.

L'histoire des révolutions et contre-révolutions se joue alors pour une large part en Extrême-Orient, au-delà de la sphère occidentale. La Chine s'impose comme un cas d'école pour valider, invalider ou complexifier la théorie de la révolution permanente et son champ géographique d'extension.

Ce cas d'école vaut évidemment pour toutes les théories de la révolution, mais je m'en tiens ici à celle qu'a élaborée Léon Trotski, puisque le texte de référence de ce dossier est un extrait de l'Introduction à l'ouvrage *La Révolution permanente*². Disons d'emblée que ladite théorie se voit validée dans ses « trois aspects ».

TROIS CARACTÉRISTIQUES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

1. La deuxième révolution chinoise (1925-1927) avait pour objectifs premiers l'indépendance nationale et la réunification du pays, auxquelles s'ajoute la réforme agraire (toutes tâches majeures relevant de l'étape dite démocratique). Elle a pris la forme d'une vaste offensive militaire initiée, avec l'aide de Moscou, par la figure progressiste de Sun Yatsen et appuyée sur des soulèvements de masse urbains comme ruraux (la Marche vers le Nord). Dès 1926, la bourgeoisie chinoise a jugé qu'il valait mieux trahir ces objectifs que de risquer une révolution populaire, qui a été noyée dans le sang en 1927 par le général Chiang Kai-shek – notons en passant que ce dernier n'est pas le représentant des intérêts collectifs des classes dominantes chinoises : ayant pris le contrôle

du Guomindang (le Parti national), après la mort de Sun Yatsen (mars 1925), il vise à imposer la dictature de son clan sur le pays.

Le Parti communiste chinois est alors devenu la principale organisation à poursuivre le combat national et social jusqu'à la victoire de 1949. À la suite de la fondation de la République populaire de Chine, les étapes dites démocratique et socialiste (en fait l'entrée dans une période de transition en rupture avec le capitalisme) n'ont pas été séparées par une longue période d'évolution sociale (capitaliste) censée devoir durer des dizaines d'années à en croire les théoriciens avec lesquels polémiqua Trotski.

2. La description que fait Trotski du deuxième aspect de la théorie de la révolution semble écrite pour la Chine : « *Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continuelle. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction*

découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes "pacifiques". Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment,



L'armée populaire de libération, arrivée à Shanghai, est accueillie par la population, 1949. © Henri Cartier-Bresson.

en s'accomplissant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.»

3. Troisième aspect : « *La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union soviétique. Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que les succès. Si l'État prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ces contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés.* » Cette question constitue bien un élément majeur de l'équation stratégique à laquelle la République populaire a été confrontée.

Notons cependant que le texte de Trotski, qui souligne les limites de la révolution russe, est écrit avant la victoire de la révolution chinoise et avant l'immense vague révolutionnaire internationale qui succède à la Seconde Guerre mondiale. Il faut aujourd'hui souligner aussi l'énorme apport des révolutions du « tiers monde » pour maintenir « ouvertes » des perspectives anticapitalistes, y compris dans les pays développés, et ce jusque dans les années 1980 (décennie durant laquelle ma génération militante a été décisivement battue sur le plan international). Que serait le monde si les révolutions russe, chinoise, cubaine, vietnamienne... n'avaient pas eu lieu ? Sans, donc, le Mai 68 français ou son pendant italien ? Sans la renaissance marxiste mondiale qu'elles ont favorisée ?

La révolution permanente dont parle ici Trotski est clairement un processus, la « démocratie » était comme « le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société. ».

DE L'ÉPURE À LA COMPLEXITÉ DE L'HISTOIRE RÉELLE

Ce qui est écrit ci-dessus est « vrai », la conception de la révolution permanente est validée par l'expérience chinoise, mais l'histoire réelle pose bien d'autres problèmes. Une théorie n'est que l'un

des nombreux facteurs qui permettent de définir une stratégie concrète (qui dépend aussi de la période, des rapports de forces, de l'articulation des forces sociales, des formes de lutte héritées des périodes précédentes...). Elle est encore plus muette en matière de tactique.

Au début des années 1920, le Guomindang est désorganisé. Sun Yat-sen demande à Moscou (qui répond favorablement) de l'aider à renforcer son organisation, de lui fournir soutien financier, instruction et aide militaire. L'Académie militaire de Whampoa (Huangpu) est créée en 1924. Parmi ses cadres se trouvent Zhou Enlai, dirigeant communiste, et Chiang Kai-shek, qui sera trois ans plus tard le bourreau de Shanghai. Des envoyés de l'Internationale communiste (IC) se rendent sur place et leurs conseils seront des ordres pour le PCC. À sa création, en 1921, le jeune Parti communiste chinois ne comptait que 57 adhérents. Il a comme figures de proue Li Dazhao et Chen Duxiu. Certains envoyés sont proches de Staline, d'autres s'y opposent quand la « question chinoise » divisera la direction russe. Le hollandais Henk Sneevliet (Maring), futur opposant, propose, contre l'avis de Chen Duxiu et les réticences des membres du PCC, que le parti (420 membres en 1923) entre dans le Guomindang (50 000 membres) – il s'inspire d'une expérience précédente en Indonésie (réussie) et reçoit le soutien d'Adolf Joffé (un ami de Trotski). Bien que controversée, cette tactique du « front uni de l'intérieur » ou « bloc du dedans » favorise dans un premier temps le développement rapide du parti, mais la situation évolue brutalement.

Après la mort de Sun Yatsen, le général Chiang Kai-shek annonce en 1926 une série de mesures anticommunistes. Il est clair que le PCC doit reprendre immédiatement son indépendance. Chen Duxiu alerte la direction de l'IC pour l'exiger, il reçoit le soutien de Trotski qui est placé en minorité. Le sort du PCC dépend de la logique interne des luttes de fractions à Moscou. Les staliniens se renforcent dans l'appareil. La sortie est refusée. En 1927, c'est le désastre annoncé : massacre du mouvement ouvrier à Shanghai (avril), à Changsha (mai), répression à Wuhan dans le centre du pays (juin), écrasement de la Commune de Canton (décembre). Le mouvement communiste est partout pourchassé, les réseaux urbains démantelés. Le peuple chinois est le premier à payer un prix aussi sanglant pour la stalinisation de l'État soviétique et de l'IC.

Autre leçon de choses.

Cette défaite n'avait rien d'inévitable. Il n'est pas évident que la révolution ait pu l'emporter dans toute la Chine – on peut même en douter. Cependant, avec une autre politique, il aurait été possible de créer d'importantes bases dans le sud du pays, incluant des centres urbains. Cette situation de double pouvoir territorial aurait pu se maintenir jusqu'à l'invasion japonaise de 1937, ce qui aurait changé beaucoup de choses.

Comment ce processus s'est-il incarné en Chine après la défaite de 1927 ?

LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE PROLONGÉE

La survie du mouvement communiste est en jeu – et pour survivre, il faut des forces armées. Elles existent : des divisions de l'Armée nationale dirigées par des cadres du PCC, des guérillas issues de soulèvements paysans... Elles forment l'Armée rouge et se regroupent pour une grande part dans des massifs montagneux du sud de la Chine. Malgré la défaite, elles comptent quelques centaines de milliers de soldats. En 1935, elles doivent fuir leurs bastions méridionaux pour se replier dans les confins nord du pays, à Yanan. La Longue Marche est une longue retraite durant laquelle une nouvelle direction prend la tête du PCC, autour de Mao Zedong. Elle comprend des dirigeants politico-militaires de poids, ainsi que des cadres historiques du travail urbain ou rural. Les représentants de la fraction stalinienne (dont Wang Ming) sont marginalisés, sans être éliminés.

Ces années sont celles d'un conflit de classe direct entre l'Armée rouge et les forces de Chiang Kai-shek. La situation change avec l'invasion japonaise de 1937. La Chine est une semi-colonie balkanisée par des impérialismes concurrents et des Seigneurs de la guerre. Elle est en passe de devenir une colonie directe du Japon. Les deux protagonistes de la guerre civile, le Guomindang de Chiang Kai-shek et l'Armée rouge maoïste ne peuvent ignorer les appels pressants de la population à faire front ensemble face à l'invasisseur. La question du front uni se pose à nouveau, bien que dans un contexte radicalement différent des années 1920.

Dorénavant, la lutte de classe va se poursuivre dans le cadre du Front uni antijaponais, avec deux façons différentes de faire

la guerre. Chiang Kai-shek ralentit l'offensive japonaise, mais recule progressivement vers le sud : sa priorité est de préserver ses forces militaires pour pouvoir passer à l'offensive contre le PCC dès que Tokyo aura été battu par Washington sur le théâtre d'opérations du Pacifique. Le PCC, en revanche, décide d'abandonner Yanan, la capitale rouge, pour concentrer des forces dans les arrières nippons, au nord (tout en maintenant d'importants foyers de guérilla ailleurs). Il gagne ainsi un immense prestige politique (il va au contact, au lieu de reculer) et peut s'implanter socialement sans risquer d'être attaqué par le Guomindang. Il établit des zones libérées fortes de 100 millions d'habitants.

La théorie de la guerre révolutionnaire prolongée (la guerre du peuple) constitue un apport très important à la théorie militaire révolutionnaire, combinant savoir-faire militaire (articulant opérations de guérilla et mouvements de divisions), règles de conduite dans les rapports à la population, réalisation de réformes agraires, mobilisation des femmes, alphabétisation, systèmes de santé...

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Dès que la République populaire est proclamée, le 1^{er} octobre 1949, deux lois emblématiques sont adoptées, sur la réforme agraire et la réforme du mariage. Ces deux lois bénéficient aux femmes du peuple (les paysannes sont partie prenante de la réforme agraire, et pas seulement les hommes).

Le PCC se trouve dorénavant au cœur du pouvoir. Ce parti a été immergé dans le monde rural pendant plus de 20 ans, il « aurait dû » devenir un « parti paysan », incapable, selon Trotsky, d'offrir une direction à la révolution démocratique. Dès la victoire, il se recentre pourtant dans les villes. Il avait perdu son implantation ouvrière, il se l'attache.

Le statut de la classe ouvrière en dit beaucoup sur les spécificités du processus de révolution et de contre-révolution en République populaire. Elle est à la fois politiquement subordonnée et socialement privilégiée. Les travailleurs/ses sont assignés à des unités de production et sous la surveillance du parti. Cependant, elles et ils bénéficient d'avantages indéniables : garantie de l'emploi à vie, rythmes de travail acceptables, logement de fonction, accès aux services de santé et à l'éducation pour

les enfants (qui seront embauchés leur tour venu)...

Quand le pouvoir postmaoïste tentera d'imposer des normes intensives de production, les résistances sociales seront telles que le régime décidera finalement de retirer en bloc le gros de la classe ouvrière de la production (tout en continuant à la payer) pour la remplacer par un nouveau salariat issu de l'exode rural illégal (on ne pouvait librement changer de lieu d'habitation en Chine), formé de migrantEs intérieurEs, des sans-papierEs, en large majorité des femmes. Un salariat qui convient à l'accumulation primitive du capital.

Au lendemain de la conquête du pouvoir, la Chine s'était engagée dans une société de transition complexe dont l'avenir n'avait rien de garanti. Le Parti communiste bénéficiait de profondes racines dans la société et d'un prestige indéniable. Les anciennes classes dominantes, urbaines et rurales, étaient désintégrées et le PCC s'est assuré du monopole du pouvoir. Le Parti-État est alors devenu le cadre au sein duquel une nouvelle bureaucratie s'est érigée en couche dominante de la société. Ce type de bureaucratie est le produit d'un processus historique. Au cours de ce processus, de crise en crise, le maoïsme a rompu avec ses bases sociales : étudiants et intelligentsia (Cent Fleurs), paysannerie (Grand Bond en avant) et finalement avec le prolétariat. Parallèlement, la crise de direction s'est approfondie jusqu'au moment où l'équipe forgée par Mao a volé en éclat, dans de sanglants tourments. Toutes les tensions et contradictions sociales accumulées au fil des années ont ainsi explosé à l'occasion de la Révolution culturelle. Avant sa crise d'agonie, la révolution

chinoise a cependant assuré l'indépendance et l'unité du pays, son industrialisation et le développement de sa propre technologie (il était par exemple en pointe sur la fabrication de semi-conducteurs avant que le règne obscurantiste de la Bande des Quatre ne porte un coup d'arrêt à l'éducation et la recherche). La contre-révolution bureaucratique qui s'achève au cours de la révolution culturelle a créé les préconditions d'une contre-révolution bourgeoise, donnant naissance à une nouvelle bourgeoisie. Cette dernière va pouvoir partir à la conquête du monde, car la Chine n'est déjà plus un pays soumis à la domination impérialiste. □

PS : Cet article ne rend justice ni à la richesse de l'expérience de la révolution chinoise ni à son originalité. Une formule passe-partout telle que « réforme agraire », par exemple, recouvre des réalités bien différentes suivant les pays et régions. Les structures rurales sont en Chine différentes d'en Europe et elles ne sont pas identiques en Chine du Sud et en Chine du Nord. Ni la théorie générale de la révolution permanente ni l'orientation générale du PCC ne peuvent en rendre compte. On n'a jamais fini d'apprendre d'une révolution pour peu que l'on s'attache à sa complexité.

1. C'est le cas aussi, et davantage, pour le Vietnam, des années 1920 à la fin des années 1970.

2. Disponible sur ESSF (article 58020). Léon Trotsky [1928-1931], La Révolution permanente, Paris : Éditions Gallimard, 1963.

Pour en savoir plus :

La Chine du XXe siècle en révolutions - I - 1911-1949 ou de la chute des Qing à la victoire maoïste, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11137>
Et La Chine du XXe siècle en révolutions - II - 1949-1969 : crises et transformations sociales en République populaire, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13546>



Mao Zedong inspecte les troupes de la 8^e armée communiste, basée à Yanan. © JAF

L'Amérique latine et la révolution permanente

PAR PEDRO FUENTES*

L'Amérique latine est immense non seulement par sa géographie imposante (les Andes et l'Amazonie), mais aussi parce que c'est une terre de luttes et de révolutions depuis plus de cinq cents ans, depuis sa colonisation et son pillage par les empires européens.

Dans ce contexte, la seule révolution qui a suivi jusqu'au bout la dynamique de la révolution permanente, c'est-à-dire le passage de la phase démocratique à la révolution socialiste, c'est l'héroïque révolution cubaine. Cependant, ce n'est pas la seule révolution qui s'est engagée sur cette voie ; il y en a eu d'autres où le train de la révolution s'est arrêté en route, avant le socialisme, mais qui restent importantes pour les révolutionnaires, parce qu'elles ont réalisé d'importantes conquêtes partielles, ont changé le rapport de forces entre les classes, même si elles ont fini par faire marche arrière. C'est ce qui s'est passé au Nicaragua et avec le gouvernement Allende au Chili. Mais la seule qui ait mis KO la bourgeoisie, qui ait exproprié la bourgeoisie, c'est la révolution de Cuba.

LA RÉVOLUTION PERMANENTE EN TANT QUE TELLE

Avant de procéder à une lecture de ces processus, il est bon de revenir à la théorie de Trotsky. Il nous semble que dans la théorie de Trotsky, nous devons observer trois dynamiques. L'une d'elles est la dynamique des tâches, de la démocratie au socialisme. L'autre est la dynamique de classe, de la classe populaire à la classe ouvrière, et la troisième est son caractère permanent, de national à international. Si nous poursuivons l'analyse de ces trois caractéristiques, nous constaterons que les révolutions sur notre continent ont laissé ces dynamiques inachevées, ne les ont remplies qu'en partie.

Bien que la révolution cubaine ait été la plus « complète », nous devons souligner qu'elle a été portée par la paysannerie pauvre et la direction démocratique révolutionnaire de Fidel et du Che ; il n'y avait pas de parti bolchevique. Malgré cela, la révolution cubaine est devenue socialiste, ce qui montre la nécessité d'enrichir

la théorie de la révolution permanente à la lumière de ce qu'a été la révolution cubaine (et aussi la révolution chinoise), et de cette manière qu'elle a de se répéter sur notre continent où la paysannerie, les indigènes, les habitants appauvris des *favelas*, les jeunes et les femmes sont les moteurs des insurrections.

EVO EN BOLIVIE ET CHAVEZ AU VENEZUELA

Pour comprendre la situation actuelle de la révolution latino-américaine, rien de mieux que de passer en revue ce qui s'est passé sur notre continent en ce XXI^e siècle. Au cours des premières années de la première décennie, nous avons connu une série de soulèvements populaires, d'insurrections ou de semi-insurrections. Avec les insurrections, les rébellions et les révolutions qui ont eu lieu en Équateur, en Bolivie, en Argentine et au Venezuela, une nouvelle étape a été ouverte dans la lutte contre l'impérialisme sur le continent. Une nouvelle période est ouverte dans laquelle l'histoire ne se répète pas de la même manière qu'auparavant. Ces révolutions sont différentes des révolutions comme la cubaine de 1959, la bolivienne de 1952 ou la nicaraguayenne.

Ce sont des processus révolutionnaires dans lesquels, bien que la mobilisation ait provoqué de profonds changements, où le pouvoir a été conquis par la combinaison de ces mobilisations avec de nouveaux processus électoraux, dans lesquels le peuple mobilisé a vaincu les partis du régime et de l'impérialisme. Il s'agissait de révolutions ou de processus de démocratie populaire anti-impérialiste avec des revendications telles que la défense des ressources naturelles, la lutte contre le néolibéralisme imposé aux peuples, pour la réforme agraire et la réforme des régimes politiques.

Ces processus ont été la réponse à la

domination du néolibéralisme avec les privatisations, et la reddition à l'impérialisme dans les années 90 du siècle dernier. C'est à cette époque qu'a lieu le *caracazo*¹, prélude à la nouvelle période du début du XXI^e siècle, et qui explique le chavisme et le boliviarisme latino-américain.

En avril 2002, le coup d'État militaire orchestré par les États-Unis au Venezuela a été défait, un événement sans précédent jusqu'alors sur notre continent (à l'exception de la défaite de l'invasion de la baie des Cochons à Cuba). En 2003 et 2005, deux insurrections ouvrières et populaires ont secoué la Bolivie. La première a renversé Sánchez de Losada et la seconde a renversé Carlos Mesa, qui avait été mis en place pour remplacer le précédent. En conséquence, Evo Morales triomphe.

Il est nécessaire de s'attarder sur ces deux processus, la Bolivie et le Venezuela qui ont porté au pouvoir respectivement Evo Morales et Hugo Chavez.

Evo au pouvoir signifie pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie et de l'Amérique latine que les indigènes, majoritaires dans la société, sont aussi majoritaires au gouvernement. Le visage de la Bolivie change. Fini le temps des hommes blancs largement majoritaires au pouvoir et au parlement. Se promener dans les rues de La Paz sous le gouvernement d'Evo, c'est marcher dans une ville différente. Les Indiens ont pris le centre et le pouvoir.

Le gouvernement s'est appuyé sur les *cocaleros* (cultivateurs de coca, dont Evo est issu) et les populations indigènes de l'*altiplano*². La résistance au changement est venue de la « Demi-lune » de Santa Cruz, au sud du pays, une terre de grands domaines blancs où la réforme agraire

n'était pas arrivée, et où les producteurs de soja brésiliens sont très présents. La « Demi-lune » se soulève et le pays est au bord de la guerre civile. Un pacte de statu quo a été conclu en 2006, utilisé par Evo pour construire sa base sociale parmi les employés et les ouvriers, mais sans réussir à vaincre le pouvoir de la grande bourgeoisie de Santa Cruz qui a fomenté par la suite le coup d'État parlementaire de 2019.

Le gouvernement d'Evo se distingue de celui de Chavez en ce qu'il est issu du mouvement social, d'abord des cultivateurs de coca, puis du soutien des travailleurs et des habitants des grandes villes : Cochabamba, Potosí, El Alto entourant La Paz. Cette base de soutien et l'État plurinational donnent à Evo la base pour mettre en œuvre des mesures positives au-delà de l'État plurinational, comme la nationalisation du gaz et du pétrole.

Dans le même temps, la proposition de García Linera (son vice-président) de ce qu'il appelle le « capitalisme andin » progresse. L'argument de l'ancien vice-président était qu'il fallait attendre l'avancée de la révolution dans les autres pays pour avancer vers le socialisme. Sous cette appellation, le gouvernement bolivien passe des accords avec des multinationales minières étrangères. Le sens de cette politique n'a jamais été expliqué au peuple et malgré les mesures progressistes de nationalisation du pétrole et du gaz, les grandes ressources naturelles de la Bolivie qui lui permettent d'avoir une importante source de revenus, le gouvernement a été confronté aux grèves des mineurs et des travailleurs de l'éducation qui réclamaient leurs droits et au mouvement écologique car certains de ses méga-travaux agressent la jungle bolivienne.

Il s'est créé une situation de statu quo, d'une certaine aubaine économique alimentée par l'augmentation des prix du gaz et du pétrole et d'une administration plus sensée et progressiste au sein du capitalisme, mais se sont également développés la bureaucratie et l'accommodement à cette situation qu'on appelle la pause García Linera.

La succession d'événements depuis 2019 montre la dimension réelle de la conquête de l'État plurinational. Les médias de Santa Cruz avec le soutien de l'armée organisent le coup d'État pour imposer le gouvernement illégitime d'Áñez. Cependant, elle a duré moins d'un an. En pleine pandémie, les mineurs se soulèvent et se

déclarent en grève, suivis par les paysans et les habitants des hauts plateaux qui, après plus d'une semaine de grèves et de blocages, imposent des élections où le MAS l'emporte à une écrasante majorité.

VENEZUELA : DU CARACAZO À LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

La révolution bolivarienne est la fille du *Caracazo* : une insurrection populaire commencée dans la ville de Guarenas et qui a vite gagné Caracas le 27 février 1989 et d'autres villes importantes du Venezuela, en réponse au plan néolibéral, concocté avec le FMI, par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez (CAP).

Ce fut un soulèvement insurrectionnel populaire qui a duré environ une semaine et a laissé entre deux et trois mille cadavres, après que le gouvernement a eu recours à l'armée pour mater l'insurrection populaire. Lors des élections de 1998, Chávez gagne avec une marge énorme sur les partis bourgeois. Lors de l'assemblée constituante de 1999, une nouvelle Constitution extrêmement progressiste est votée, jetant les bases de la future radicalisation du processus bolivarien.

Après la tentative de putsch des généraux contre Chávez en 2002, une nouvelle étape commence. Le gouvernement Chávez se radicalise et prend des mesures qui touchent la grande bourgeoisie terrienne et l'impérialisme. La direction du PDVSA³ est changée, la réforme agraire est réalisée, la loi sur la pêche est adoptée et la nationalisation des secteurs économiques et leur cogestion par les travailleurs commencent. C'est le cas notamment à SIDOR, la plus importante entreprise sidérurgique du pays.

COMMENT CARACTÉRISER LES GOUVERNEMENTS DE CHAVEZ ET MORALES ET QUELLE POLITIQUE SUIVRE FACE À EUX

La grande majorité de la gauche a soutenu avec enthousiasme le processus bolivarien à différents niveaux. Il y avait ceux qui s'inclinaient inconditionnellement devant la politique de Chávez et se plaçaient sous sa direction, et il y avait ceux qui, comme nous, suivaient la politique du front uni anti-impérialiste. En faveur du soutien et même de la participation individuelle au gouvernement, mais en maintenant notre indépendance politique et en encourageant l'organisation des travailleurs.

Pour nous, Evo et Chavez ont été des gouvernements pour qui la caractérisation du bonapartisme *sui generis* du nationalisme

bourgeois de Trotsky ne peut s'appliquer. D'autre part, ce ne sont pas non plus des gouvernements kérenskistes comme ceux d'Allende et de Torres⁴ ; ils ont pris des mesures progressistes comme ceux-ci, mais ils se sont maintenus de façon prolongée au pouvoir.

Il s'agissait de gouvernements de rupture politique avec la bourgeoisie et l'impérialisme. La formulation *pays indépendants* s'intégrait parfaitement, compte tenu du fait qu'ils avaient cessé d'être des pays semi-coloniaux de l'impérialisme. Il s'agissait de gouvernements de rupture politique mais avec des contradictions, au sein de l'État bourgeois. Un État bourgeois particulier, parce qu'au pouvoir il n'y avait pas la bourgeoisie mais une petite bourgeoisie avec des traits révolutionnaires marqués, dus à la pression des masses et à leur propre radicalisme qui avait conduit à une forme d'économie mixte, aux nationalisations et à la réforme agraire. Cependant, aussi bien Evo – qui a fait coexister tout son gouvernement avec la bourgeoisie de Santa Cruz – que Chávez, qui n'a pas touché aux banques, se sont heurtés à cette limite de l'État et c'est pourquoi nous les définissons comme petite bourgeoisie anti-impérialiste et les pays comme indépendants.

LES DIFFÉRENCES DE CHAVEZ AVEC LULA ET LE PÉTISME⁵

Il est devenu courant de parler de progressisme en général et de mettre sous la dénomination de progressisme tous les gouvernements du début du XXI^e siècle qui n'étaient pas issus de partis authentiquement bourgeois. C'est une étiquette qui prête à confusion et un secteur de la gauche campiste s'en sert intentionnellement.

Le nationalisme radical petit-bourgeois bolivarien était très différent du PT. C'était une praxis de rupture politique avec la bourgeoisie. Et dans une moindre mesure, une rupture économique, comme la construction de l'ALBA (Alliance bolivarienne latino-américaine), une tentative d'unité continentale face à l'impérialisme. Ces gouvernements ont fait de la Bolivie, de l'Équateur et du Venezuela des pays indépendants. Il n'y a pas eu d'alliances avec des partis bourgeois, contrairement au Pétisme, qui lui a gouverné dès le début avec des partis bourgeois. Le Pétisme incarnait une autre stratégie que nous qualifions de social-libéralisme, puisqu'au gouvernement, il a poursuivi la politique du gouvernement libéral de Fernando Henrique Cardoso [président du Brésil de 1995 à 2003]

et a joué fortement le rôle d'un sous-impérialisme envers le continent. Profitant d'un contexte économique favorable, le PT a pu faire des concessions aux travailleurs et aux pauvres, notamment avec la Bolsa Familia⁶ et une certaine augmentation du revenu familial, qui ont eu le plus d'effets dans le Nordeste, la région la plus pauvre Brésil. Mais il s'agissait de concessions et de réformes mineures qui n'ont pas touché – et au contraire renforcé – la grande bourgeoisie, les grandes entreprises de construction et le capital financier.

Le Brésil a été un coussin, un amortisseur pour éviter que le processus bolivarien ne se « continentalise », ce qui était la tâche de l'heure pour un développement indépendant et éviter l'isolement des pays les plus avancés, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, c'est-à-dire que l'ALBA se propage et que le bolivarianisme prenne cette troisième caractéristique de la révolution permanente. Où en serait l'Amérique latine aujourd'hui si Lula, profitant du grand soutien des masses, avait commencé à mener une politique indépendante de la bourgeoisie ?

LES LIMITES DU CHAVISME

Cependant, Chávez a mis le pied sur le frein, il n'a pas été cohérent jusqu'au bout avec le « socialisme du 21^e siècle », il s'est arrêté à mi-chemin. En interne, parce qu'il n'a pas approfondi la révolution par l'expropriation de la grande bourgeoisie (les banques) et à l'extérieur parce qu'au lieu d'étendre la révolution (comme Fidel et le Che l'ont fait avec l'Organisation latino-américaine de solidarité Olas), il a privilégié la politique de la diplomatie avec le gouvernement brésilien, et ce dernier, a peu contribué, autrement qu'en paroles, à l'existence de la Banque du Sud. Chávez a fini par être coopté dans le Mercosur, un projet non viable pour l'unité de l'Amérique latine. Il était légitime pour Chávez d'entretenir des relations diplomatiques avec le Brésil et les pays du continent, mais cela ne signifie pas qu'il fallait subordonner la politique à la diplomatie.

L'ÉMERGENCE ET LA CONSOLIDATION DES BUREAUCRATIES D'ÉTAT

En même temps qu'il faut noter les différences entre le Pétisme de Lula et le chavisme, il faut pointer un trait commun entre eux, et qui avec Maduro a connu une croissance exponentielle : l'appareil bureaucratique du pouvoir. Ces gouvernements sont (ou ont été) au pouvoir pendant 13/14 ans au Brésil, 18

ans au Venezuela, plus de 9 ans en Bolivie. Ce n'est pas une mince affaire ; les appareils d'État sont nécessaires mais ils créent une bureaucratie, des castes privilégiées qui commencent à travailler pour leur propre bénéfice. Dans le cas du Brésil, le PT était un agent organique des grands secteurs bourgeois. Au Venezuela, Chávez et le PSUV étaient indépendants de la vieille bourgeoisie mais est apparue la dite *bolibourgeoisie* tissant quelques liens avec la vieille bourgeoisie, un processus qui s'est accentué après la mort de Chávez qui pourtant la combattait mollement. Au Brésil, le lien avec la bourgeoisie a été beaucoup plus étroit, les hautes sphères pétistes créant des relations organiques avec des secteurs de la bourgeoisie, jusqu'à agir directement comme ses agents.

Cette situation a créé au Brésil un logique rejet populaire du gouvernement de Dilma (avec l'explosion de juin 2013) et au Venezuela un affaiblissement objectif du chavisme dans le mouvement de masse, comme l'ont souligné les intellectuels qui ont dénoncé l'« hyper centralisme » de Chavez.

LA FIN DU CYCLE DE CES GOUVERNEMENTS DU « PROGRESSISME »

La mort de Chavez, le coup d'État parlementaire au Brésil et la crise économique de 2008 à 2013 changent la situation et le rapport des forces en présence. La marge pour les concessions économiques disparaît et cela est visible dans tous les pays où des plans d'ajustement économique sont appliqués.

Dans la phase précédente, l'Amérique latine était, dans une certaine mesure, à contre sens de la situation mondiale. Elle s'est trouvée favorisée par la hausse des prix des matières premières et du pétrole due à la relance de l'économie chinoise. Tout a changé à partir de 2013, lorsque la crise multidimensionnelle du capitalisme atteint des sommets. Et c'est un point essentiel pour comprendre la nouvelle situation que connaît aujourd'hui l'Amérique latine. Elle entre dans la crise plus tard, mais c'est peut-être pour cette raison même qu'elle en souffre plus violemment. C'est sans aucun doute ce qui est en train de se passer ; c'est en Amérique Latine que la pandémie frappe le plus fort, aggravant la crise, provoquant augmentation qualitative de la pauvreté, crise alimentaire, sanitaire et économique. Cette crise se superpose à la crise écologique, aux oppressions des peuples indigènes et surtout dans des pays comme le Brésil

où le racisme est structurel.

Le second gouvernement de Dilma Rouseff au Brésil (2014) et celui de Maduro au Venezuela se trouvent confrontés à cette crise et sont contraints de prendre des mesures d'ajustement pour tenter d'équilibrer les comptes. Le gouvernement de Dilma mène cette politique pendant un an, jusqu'à ce que la bourgeoisie décide du coup d'État parlementaire.

Au Venezuela, la tentative de coup d'État a été stoppée, mais le pays subit un violent blocus économique des États-Unis qui l'asphyxie. Le madurisme n'a jamais vraiment envisagé de s'opposer à ce processus en s'appuyant sur la mobilisation populaire. Au contraire, il a réduit les droits des travailleurs, emprisonné des dirigeants ouvriers et placé les entreprises d'État sous la coupe de la hiérarchie militaire qui les a mal gérées et s'en est enrichie.

La politique de Maduro est un changement qualitatif par rapport à ce qu'était le chavisme. L'arc minier de l'Orénoque – qui représente 40 % du territoire national – est cédé à l'extractivisme des entreprises étrangères (et en leur sein des entreprises américaines). Il faut ajouter les fortes et successives dévaluations du peso bolivarien dont les effets perdurent jusqu'à aujourd'hui et font qu'un professeur d'université gagne entre 5 et 6 dollars par mois. La période entre 2013 et 2016 voit donc la fin du cycle des gouvernements « progressistes », ce qui ne signifie pas que leurs organisations politiques ou leurs gouvernements sont morts... Le PT de Lula, aujourd'hui vide de tout contenu de classe, continue d'exister tout comme le kirchnérisme en Argentine et le madurisme au Venezuela. Le MAS de Bolivie lui-même souffre d'un bureaucratisme qui a créé un mécontentement parmi ses militants.

La fin du cycle du progressisme ne se produit pas à cause d'un dépassement de la gauche comme conséquence d'une nouvelle montée radicale du mouvement de masse, mais au contraire parce qu'en 2016 avec le coup d'État parlementaire contre Dilma et la victoire de Macri en Argentine, de Duque en Colombie plus tard et ensuite de Bolsonaro, un cours réactionnaire est ouvert.

C'est donc une fin sans gloire, mais pas définitive. Certains apparaissent comme recyclés, avec moins de prestige que dans

l'étape précédente et sans conditions pour faire des concessions importantes au mouvement de masse. C'est le cas du gouvernement d'Alberto Fernández et de Cristina Kirchner, ainsi que, plus récemment, d'Arce en Bolivie et de Lula avec ses droits électoraux reconquis (une victoire démocratique) au Brésil. Sans aucun doute, le cas de la Bolivie présente l'aspect super positif de la fin du coup d'État de la droite, mais sans la force sociale de la décennie précédente au point que lors des récentes élections provinciales – dont les plus importantes ont été El Alto et La Paz – une dissidence issue du MAS, dirigée par l'ancienne sénatrice Eva Copa, a triomphé.

POURQUOI LES « PROGRESSISTES » ACTUELS ONT LES JAMBES COURTES

Parce qu'en raison de la crise, ils ne peuvent pas faire des concessions de la période précédente et parce que la profonde crise latino-américaine exige un programme anticapitaliste radical que ces gouvernements ne veulent ni ne peuvent réaliser en raison de leurs engagements envers les institutions et la bourgeoisie. C'est pourquoi ils jouent un rôle lamentable face à la nouvelle vague d'insurrections que connaît notre continent.

EN 2019, UNE NOUVELLE SITUATION S'OUVRE EN AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine a renoué, au cours des deux dernières années, avec son histoire de luttes et d'insurrections. C'est une nouvelle situation qu'exprime également la rébellion antiraciste aux États-Unis suite à la mort de George Floyd et qui, en Amérique latine, n'a pas cessé d'avoir des expressions importantes. Certes, il y

a toujours les gouvernements de droite et autoritaires comme Bolsonaro et Duque, et il y a eu la victoire de Lasso en Équateur suite à la division de la gauche. En effet, l'inégalité prévaut toujours dans la lutte des classes et l'émergence de directions alternatives et radicales reste difficile. Mais il ne faut pas ignorer les changements à l'œuvre. Depuis deux ans et demi, on assiste à des rébellions et des insurrections semblables à celles que nous avons connues au début des années 2000. Elles ont des caractéristiques communes, et des différences qui font que la nouvelle situation n'est pas une copie du cycle précédent.

Un survol rapide nous montre que les mouvements populaires et les rébellions ont couvert une grande partie de notre continent. À Porto Rico, un déchaînement populaire qui s'est terminé par la démission du président. En 2018, des grèves générales ont eu lieu en Haïti, et l'onde de choc s'est ensuite déplacée vers la cordillère des Andes. Nous avons eu le soulèvement indigène en Équateur, puis la rébellion populaire au Chili qui a permis de gagner l'Assemblée constituante, le coup d'État contre le MAS en Bolivie et plus tard la grève minière et les blocages qui ont permis d'imposer de nouvelles élections et la victoire du MAS. Au Pérou, la mobilisation des jeunes a renversé un gouvernement putschiste en une semaine et la Colombie est le théâtre d'une grande insurrection populaire dont l'épicentre se trouve à Cali. Ces mouvements ont des caractéristiques communes dans leurs différences :

a/ Les protagonistes sont des jeunes, des indigènes, des paysans, des travailleurs du secteur tertiaire, avec une force exceptionnelle dans tous les cas, celle des femmes.

b/ Ils se heurtent à une violente répression de la part des gouvernements. Dans tous ces pays, il y a eu des dizaines de morts en Bolivie, en Équateur, au Pérou et dernièrement avec plus de violence en Colombie, un pays où le gouvernement pratique le terrorisme d'État.

c/ Les soi-disant « progressistes » en Équateur, au Chili et maintenant en Colombie ont appelé à l'apaisement et ont essayé de négocier, au Chili ils ont réussi, et en Colombie ils essaient de le faire.

d/ Dans tous ces processus, une large avant-garde antisystème émerge, indépendante du progressisme et des vieux partis. C'est une avant-garde des masses ou plutôt de secteurs des masses comme les jeunes habitants des quartiers pauvres de Cali et les indigènes.

Cette avant-garde a besoin d'un nouveau programme qui dépasse le rejet de l'ancien. Et c'est sur cette voie qu'elle fait ses pas, comme l'a fait ces jours-ci le Comité national de grève de Colombie.

Mais ce n'est pas un chemin facile. Nous ne sommes pas face à une avenue. Nous faisons face à une forte répression et toujours la crise d'un programme qui offre une alternative de pouvoir. Un programme qui unit les revendications les plus immédiates face à la pandémie, au non-paiement de la dette, à la nationalisation des banques, de la santé, de l'éducation, et qui établit de lourds impôts sur les grands capitalistes.

La nouvelle situation impose de nous lier à ces avant-gardes, et en même temps de créer l'espace pour faire avancer un nouveau regroupement continental, un troisième camp qui dépasse les « progressistes » du Forum de Sao Paulo⁷ comme l'ultra-gauche auto-proclamée. □

* Pedro Fuentes est dirigeant du MES (Mouvement de la Gauche Socialiste, Brésil), membre du PSOL et invité permanent du Bureau de la 4^e Internationale.

1. Manifestations venues de Caracas, la capitale du Venezuela, 27 février 1989, qui se sont répandues dans le pays.

2. « Plaine d'altitude » qui s'étend sur près de 1 500 km, à 3 300 m d'altitude dans la Cordillère des Andes et constitue la plus haute région habitée du monde après le plateau tibétain

3. Compagnie pétrolière d'État au Venezuela.

4. Juan José Torres, président de la Bolivie en 1970-1971, renversé par un coup d'État soutenu par les États-Unis

5. Politique du PT brésilien.

6. « Bourse familiale », versement d'aide conditionnée par la scolarisation des enfants.

7. Le Forum de São Paulo est une organisation Sud-Américaine qui rassemble les plus importants partis politiques et organisations de la gauche latino-américaine.

À propos du livre d'Hubert Krivine, « L'IA peut-elle penser ? Miracle ou mirage de l'intelligence artificielle », ou la nécessité de la théorie

PAR YVAN LEMAITRE

« Les cétartiodactyles cités ici, c'est un peu de ma faute » écrit Guillaume Lecoindre au début de sa préface au dernier livre d'Hubert Krivine *L'IA peut-elle penser ? Miracle ou mirage de l'intelligence artificielle. Que viennent-ils en effet faire là les membres de cette famille du monde animal dont on apprend par une note que l'hippopotame en fait partie ? Ils viennent selon Guillaume Lecoindre, phylogénéticien qui « reconstitue les degrés de parenté entre les espèces du monde vivant », rappeler de façon quelque peu inattendue le rôle de la théorie dans les sciences en réponse à la dévalorisation dont elle est l'objet.*

Organiser, classer le monde vivant ne peut se faire sans une compréhension globale, une théorie de l'évolution qui permet de se retrouver dans le foisonnement des faits. Il en est de même, notons-le au passage, pour celles et ceux qui veulent changer le monde, sans théorie de l'émancipation, sans connaissance et conscience, les esprits restent dominés par les faits sans qu'il soit possible d'y découvrir l'enchaînement potentiellement révolutionnaire et les voies de l'action...

Aujourd'hui, le relativisme ambiant nourrit une contestation de la science accusée d'élaborer des théories abstraites, constructions intellectuelles éloignées de la réalité ou inutiles pour la saisir voire anticiper ou prédire les événements ou phénomènes à venir. L'argumentation s'appuie sur les *Big data*, c'est à dire la capacité grâce aux nouvelles technologies de l'information de recenser un nombre considérable de données qui suffirait pour prévoir, agir.

Dans un livre précédent, *Prévoir sans comprendre, comprendre sans prévoir*, Hubert Krivine était parti en guerre contre cette conception. Son dernier livre *L'IA peut-elle penser ?* continue le combat sous un angle quelque peu différent, plus centré sur l'abus de langage qu'il y a à parler d'intelligence artificielle en nous aidant à saisir la spécificité de l'intelligence humaine, capacité d'adaptation et d'abstraction. « *L'IA n'est*

certes pas de l'intelligence, écrit-il, mais a le mérite de questionner en profondeur le fonctionnement de la nôtre. »

« NEWTON N'A PAS VU TOMBER PLUS DE POMMES QUE COPERNIC »

Son propos prend en compte l'apport considérable de l'IA y compris pour la recherche scientifique même si elle trouve principalement des usages commerciaux soumis aux objectifs du marché capitaliste. Ceci dit, elle ne peut se substituer à l'intelligence humaine étant incapable de soulever d'elle-même des problèmes, ou, encore moins, de formuler des théories. La connaissance est fondée sur des théories explicatives, tout au moins, c'est le but de la recherche scientifique. Ces dernières permettent de rendre compte d'un ensemble de phénomènes, de faire des prédictions testables. Elles se vérifient à travers une constante confrontation avec leur objet dans la pratique.

Ce n'est pas en multipliant les données sur la chute des pommes, ainsi que l'évoque ironiquement Hubert Krivine, que Newton a donné naissance aux principes de la mécanique classique. C'est par une démarche d'abstraction visant à résoudre le problème de la relation entre le mouvement d'un objet et la force qui s'exerce sur lui.

Ce que l'IA ne saurait faire, que ce soit l'un ou l'autre des deux types d'IA qu'Hubert Krivine décrit, l'une « faible » qui réalise des tâches spécifiques d'un

système dont les relations avec son milieu sont limitées, l'autre « forte » qui, de par les supposées capacités d'apprentissage des machines, pourrait rentrer en compétition avec le cerveau humain. Même cette intelligence artificielle forte, hypothétique aujourd'hui, ne serait pas en mesure de construire un raisonnement qui explique les phénomènes, formule des questionnements, des hypothèses, des projets.

DE LA CORRÉLATION À L'INTELLIGENCE HUMAINE ET... ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle travaille essentiellement à partir des corrélations tirées de l'analyse des milliards de données que la puissance des ordinateurs permet de collecter sur toutes sortes de phénomènes. Ces corrélations permettent souvent de prévoir, et donc d'agir, mais sans comprendre ni surtout expliquer. Elles établissent aussi de fausses corrélations parfois absurdes dont Hubert Krivine cite des exemples qui ne manquent pas d'humour. Ainsi, il y aurait une relation entre la taille des pieds des élèves et leur capacité en mathématiques ! À moins que la corrélation ne soit avec l'âge des élèves... De la corrélation à la causalité, il y a un cheminement, un raisonnement qui confronte les faits avec l'expérience.

Cérémonie de signature du protocole d'adhésion du Venezuela en tant que membre à part entière du Mercosur, à Caracas. Les présidents de l'Uruguay, du Brésil, de l'Argentine, du Venezuela, du Paraguay et de la Bolivie étaient présents. © Ricardo Stuckert / PR / Wikimedia.



L'établissement de ces liens de causalité à partir de corrélations a représenté une étape décisive dans la genèse de l'intelligence humaine. Longtemps elle a été la voie essentielle de constitution de nos connaissances à travers laquelle s'est construite la compréhension que les hommes ont de leur univers physique ou social. Cette évolution n'a pas été une simple accumulation de données ou l'établissement de corrélations mais bien leur compréhension et leur explication à travers l'activité collective des hommes, leur travail, mode d'échange avec leur environnement, et leur coopération entre eux.

La machine, elle, n'a pas cette capacité d'expliquer ni de comprendre. Elle peut réaliser des prouesses comme battre le champion du monde d'échecs ou de jeu de go ou réaliser un « nouveau Rembrandt », ces prouesses de l'IA sont bien réelles, mais leur portée doit être relativisée. Les algorithmes ont des limites, ils manquent de curiosité et d'imagination.

« L'IA CHERCHE À PRÉVOIR, L'INTELLIGENCE HUMAINE CHERCHE DE PLUS À COMPRENDRE »

En effet, un algorithme est une succession d'opérations permettant de résoudre une classe de problèmes en traitant les données comme nous le faisons en permanence. Les cas facilement formalisables, pouvant donc être pris en charge par une IA, définissent des ensembles de situations proches, correspondent à différentes situations déjà rencontrées. Leur capacité de prédiction est fondée sur la répétition d'événements déjà produits, elle ne peut prévoir une situation inédite. C'est là où les exploits étonnants de l'IA doivent être relativisés au lieu d'être utilisés pour donner un fondement d'apparence scientifique à des conceptions qui ne le sont pas. Le dogme selon lequel la science consisterait à traiter des données et construire des algorithmes serait un renoncement aux ambitions de la conscience qui cherche à relier les phénomènes à leurs causes. Ces ambitions de la raison permettent d'anticiper, d'agir sur les causes pour changer les effets, elles sont le moteur des progrès humains et sociaux.

LE MYSTÈRE DE L'INTELLIGENCE, DE LA CORRÉLATION À LA THÉORIE...

Krivine interroge, « Comment les théories physiques viennent à l'esprit des

physiciens, on ne le sait pas plus qu'on sait comment fonctionne l'inspiration des compositeurs de musique. » C'est aussi cette difficulté à comprendre les mécanismes à travers lesquels la pensée scientifique s'est formée qui ouvre la porte aux certitudes des dogmes sur l'IA. Il n'y a pas d'autre façon de comprendre l'apparition et l'évolution de la méthode scientifique qu'historique. Krivine illustre le propos à partir d'un exemple dans l'histoire de la physique lorsque Kepler, au début du 17^e siècle, s'intéresse au mouvement des planètes. Il formule des lois empiriques à partir des Big data de l'époque, les données récoltées par l'astrophysicien Tycho Brahé. La théorie explicative ne viendra qu'à la fin du siècle avec Isaac Newton, qui fonde en 1684 les principes de la mécanique classique. S'ouvre alors un nouveau champ d'investigation, l'étude d'autres mouvements que celui des planètes, « la théorie annonce un programme de recherche : cherchez les forces ! » Une nouvelle aventure de la pensée humaine dont naîtront la théorie de la relativité et la mécanique quantique nécessaires pour comprendre le comportement de la matière à des échelles de temps et d'espace inaccessibles jusqu'alors.

Évolution sociale, évolution des connaissances et de la pensée se combinent dans une étonnante alchimie « bio-logique » dont le cerveau est le moteur et l'instrument. « Le développement de l'intelligence humaine est le produit permanent de l'interaction entre le cerveau et le corps. Mais il ne doit pas être vu comme l'histoire d'un perfectionnement individuel : il résulte d'une dialectique coopération-compétition avec le reste du monde vivant. »

METTRE LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE AU SERVICE DE L'HUMANITÉ ET DE SON... INTELLIGENCE

H. Krivine résume ainsi son livre : « L'intelligence artificielle peut-elle penser ? Si c'était une intelligence, ce devrait être oui. Mais l'affaire est plus complexe. Aux jeux d'échec ou de go, dans la reconnaissance des tumeurs, et plus généralement dans tous les domaines qui évoluent sans interaction avec l'environnement, l'IA semble miraculeuse. De là, le mirage d'une machine capable de rivaliser avec l'intelligence humaine en général, c'est-à-dire de penser sans cerveau. À la base de cette utopie il y a une double erreur :

— croire que monde réel puisse être réduit à une représentation digitale, pourvu

qu'elle soit suffisamment alimentée, — et croire que les milliards de corrélations rendues aujourd'hui possibles par l'IA pourraient remplacer la réflexion théorique, alors que celle-ci est seule capable de découvrir des phénomènes radicalement nouveaux : comme la Covid-19.

Les données ne sont pas tout : Newton n'a pas établi la loi de la gravitation parce qu'il a vu tomber plus de pommes que ses pré-décesseurs !

Alors, oui à l'IA, mais pas au prix d'une justice sans juges, d'une médecine sans médecins ou d'un enseignement sans professeurs et, au-delà, d'une société sans citoyens. »

En filigrane de la discussion se profile des questionnements politiques et philosophiques au sens où la dépréciation de la méthode et des théories scientifiques participe d'une idéologie inscrite dans l'évolution capitaliste de la société. Les données, les faits sont soumis aux besoins du marché, à des objectifs formulés par des cerveaux dominés par le court terme de la rentabilité, tétanisés et incapables de penser ou de prévoir l'avenir, l'évolution possible et nécessaire de la société en intégrant les progrès de la science dans une compréhension moderne de l'évolution sociale. La critique opérée par Krivine, « prudemment » comme il le dit lui-même, laisse ouverte la question des possibilités nouvelles qu'apporte la révolution informatique. « En bref, avec la science – et la conscience – on tente d'agir sur le monde et la société, avec l'IA fétichisée, c'est la société qui agit sur nous ; c'est toute la différence. » Mais le processus n'obéit à aucun déterminisme inéluctable. Parlant des limites de l'IA, Hubert Krivine interroge sur « une planification pilotée par l'IA ? » pour conclure qu'« Une hypercentralisation est certainement vouée à l'échec » pour préciser « dans l'élaboration et l'exécution du (ou des) plan, la démocratie n'est pas seulement un idéal moral, c'est aussi une nécessité. » La révolution informatique ouvre de grandes possibilités à la société humaine du moins si celle-ci conquiert la maîtrise des techniques par la conscience et la science... La lecture du livre nous aide à aborder la complexité de ce vaste champ des possibles grâce à la simplicité pédagogique, souvent pleine d'ironie, de l'auteur, un utile moment de liberté d'esprit pour comprendre... □

L'IA peut-elle penser ? Miracle ou mirage de l'intelligence artificielle (2021), Hubert Krivine, préface de Guillaume Lecointre, De Boeck Sup, 128 p., 15,90 euros.

« Israël est un État qui se droitise, avec de plus en plus de tendances fascisantes »

ENTRETIEN AVEC THOMAS VESCOVI

Thomas Vescovi est chercheur indépendant en histoire contemporaine. Il vient de publier, aux éditions La Découverte, « L'échec d'une utopie : une histoire des gauches en Israël ». Nous nous sommes entretenus avec lui au sujet de la situation politique en Israël. (Cet entretien a été réalisé avant la nouvelle violente agression coloniale contre les Palestiniens.)

L'Anticapitaliste : Quelle leçon peut-on tirer des dernières élections législatives en Israël, qui se sont déroulées le 23 mars 2021 et qui, on le rappelle, étaient les quatrièmes législatives en deux ans ?

Thomas Vescovi : On se retrouve pour la quatrième fois en deux ans dans le même schéma, avec une majorité de députés qui sont opposés à un maintien de Netanyahu au pouvoir, mais qui sont dans l'impossibilité de former un gouvernement à peu près crédible. Pour rappel, Netanyahu s'est construit, depuis 2009, une armure politique assez importante, qui va de l'extrême droite à la droite plus traditionnelle, mais il y a plusieurs éléments qui ont peu à peu fragilisé son pouvoir. D'abord sa triple inculpation, pour abus de confiance, malversations, fraude, qui fait que même au sein de son propre camp, on a des gens qui sont tentés de quitter le navire, à l'image de Gideon Sa'ar¹. Cela montre que Netanyahu n'est plus aussi hégémonique, même à droite. Et dans la société on a une contestation très forte, inédite en Israël par son ampleur et sa durée, avec des citoyens israéliens qui, depuis fin 2018 et surtout 2019, manifestent quasiment chaque semaine à proximité de la résidence de Netanyahu pour protester contre son maintien au pouvoir.

Mais l'opposition est très hétéroclite. Ainsi, actuellement, les deux responsables qui pourraient être potentiellement Premier ministre sont le centriste Ya'ir Lapid, figure d'un secteur de la population juive progressiste,

libérale, et « laïque », et Naftali Bennett, candidat des colons, nationaliste religieux. L'opposition est donc avant tout une opposition à la personne de Netanyahu, mais pas une opposition avec un programme politique alternatif. Donc même s'ils parvenaient à trouver un accord entre eux, on peut douter du fait qu'un tel gouvernement puisse durer dans le temps, déjà parce que Netanyahu n'est pas fini, contrairement à ce que disent certains, et qu'il ne manquera pas de les déstabiliser, et ensuite parce qu'il n'y a pas d'accord sur les questions économiques et sociales, alors qu'Israël, pays déjà très inégalitaire, traverse une crise majeure. Du côté des centristes, on envisage ainsi de remettre en route des formes d'État-providence, en tout cas des aides de l'État aux plus démunis – sans toutefois attaquer les dogmes de l'économie de marché – tandis que des gens comme Bennett ou Sa'ar défendent l'idée d'utiliser la crise pour créer un nouvel électrochoc néolibéral, pour aller encore plus loin dans le démantèlement de l'héritage « socialisant » de l'État d'Israël.

Cela fait maintenant près de deux décennies qu'à chaque élection en Israël on entend des commentateurs dire que le gouvernement qui va être mis en place est « le plus à droite de l'histoire d'Israël ». C'est une formule évidemment, mais il y a quand même une part de vrai là-dedans, avec une tendance lourde à la droitisation du champ politique israélien. Comment cela se traduit-il sur le champ

politique israélien, que ce soit du point de vue des programmes ou des organisations ? On s'y perd un peu parfois, puisque certains qui étaient présentés hier comme étant d'extrême droite sont désormais classés au centre-droit, voire au centre...

Pour donner une idée, le premier Parlement israélien, élu en 1949, avait 71 députés (sur 120) que l'on pouvait classer du côté de la « gauche », qu'elle soit sioniste ou anticoloniale. Aujourd'hui on doit avoir 72 députés qui sont de droite ou d'extrême droite. Pour l'anecdote, mais c'est significatif, je me souviens qu'en 2009, Avigdor Liberman, avec son parti Israel Beytenou [« Notre maison Israël », parti russophone], était considéré comme représentant de l'extrême droite la plus radicale, nationaliste, etc. Aujourd'hui Liberman est présenté comme étant de « centre-droit ». Naftali Bennett, lorsqu'il est élu en 2013, est alors considéré comme le représentant des nationalistes religieux, des colons, incarnant alors ce qu'il y avait de plus extrémiste sur le champ politique israélien. Aujourd'hui il est présenté comme étant la « droite dure », et ce sont les Kahanistes² qui ont hérité de ce statut d'extrême droite raciste, religieuse, belliqueuse, etc.

Donc oui, Israël est un État qui se droitise, avec de plus en plus de tendances fascisantes, car pour moi il ne fait aucun doute que les Kahanistes sont des

fascistes. La droitisation est telle que parfois on n'a plus le lexique pour la caractériser, d'où cette formule sur « le gouvernement le plus à droite »...

Ce qui rassemble cette droite extrême et cette extrême droite, c'est la question de l'annexion et de l'État exclusivement juif, sans aucune forme de concessions aux Palestiniens, avec de moins en moins de place pour la citoyenneté palestinienne en Israël ou pour les droits des Palestiniens dans les territoires occupés.

Ce bloc s'oppose en outre à ce que l'on peut appeler « l'autre Israël ». Aujourd'hui, dans le champ politique sioniste en Israël, le débat central me semble être celui de la forme de l'État. Un État juif avec une synagogue séparée de l'État et une forme de « laïcité », ou un État juif avec loi religieuse, droits exclusifs pour les Juifs, etc. ? Et dans le cadre de ce débat émergent de plus en plus de figures défendant une identité religieuse juive exclusive, raciste, coloniale : des droits pour les Juifs, et non des droits partagés.

Et du côté de la gauche et du centre-gauche ?

Il y a au sein de la gauche israélienne une incapacité à dépasser, si l'on peut dire, la question du sionisme. Il y a eu des mutations profondes dans le jeu politique israélien depuis la création d'Israël [en 1948], avec tout un électorat de gauche qui est progressivement passé au centre, votant pour un libéralisme économique et politique. Les Juifs d'origine russe ont quant à eux de plus en plus tendance à voter pour un nationalisme de type exclusif, qui refuse des droits partagés avec la population non-juive. Du côté des Juifs orientaux, la vision qui s'est imposée est celle d'une identité juive qui n'est pas, comme le porte la gauche, une identité culturelle, mais une aspiration à ce qu'Israël se dote de lois juives.

En réalité, on ne peut pas comprendre Israël si on ne comprend pas l'existence de ce que l'on peut appeler une pyramide du pouvoir : à la tête d'Israël, on a toujours de nombreux juifs d'origine européenne, dans les élites politique et économiques ; tout en bas de l'échelle on a les Palestiniens d'Israël ; et entre les deux, il y a une forme de concurrence entre les différents

secteurs de la population juive israélienne, pour être le plus près du sommet et le plus loin possible des Palestiniens. Ainsi, chez les Juifs orientaux, à qui on a bien fait comprendre qu'en Israël il fallait être juif et pas arabe, ce qui n'avait pas grand sens pour eux puisque juifs et arabes, c'est ce qu'ils ont été pendant des siècles, et ils se sont progressivement séparés de cette arabité, au profit d'une judéité exacerbée, au point de ne pas vouloir partager les droits avec les Palestiniens et de rejeter la gauche sioniste.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'Israël est, depuis 1967, un État qui a massivement colonisé, principalement en Cisjordanie, et que ce processus de colonisation cristallise les tensions en Israël même. La droite et l'extrême droite mettent au centre du jeu politique la poursuite de la colonisation et l'annexion. Le centre-gauche, sans dire qu'il faut arrêter de coloniser, continue de maintenir le mythe des deux États, avec un État palestinien qui serait à côté d'Israël. Mais la colonisation se poursuit, il y a de plus en plus de colons, et même si c'est un mythe ils ne veulent pas entendre parler de deux États et de reprise des négociations, et ils radicalisent toujours plus leur discours.

Le projet d'établissement d'un État juif dans un territoire très majoritairement peuplé de non-juifs passait nécessairement par la disparition, physique ou politique, des autochtones. Or ceux-ci sont toujours là. Ce à quoi on assiste n'est-il pas, finalement, la radicalisation « logique » d'une société coloniale au sein d'un État qui est fondamentalement une colonie de peuplement mais qui n'a pas réussi à se débarrasser de la société indigène ?

Dans le titre de mon livre, quand je dis « l'échec d'une utopie », c'est parce que, sans émettre de jugement de valeur, je pars du principe que des gens ont sincèrement cru qu'ils allaient pouvoir former un État pour les Juifs sur des bases, disons, de gauche. Et dans le livre, on suit la trajectoire de ce projet et on essaie de comprendre comment, au cours de l'histoire, les choses ont dérivé et pris une tout autre tournure que ce que certains avaient prévu au départ. Et il s'avère que ce projet sioniste de gauche, qui avait une vocation émancipatrice pour les

Juifs victimes d'antisémitisme, n'en était pas moins un projet fondamentalement colonial. De plus, ce que ne semble pas avoir pris en compte la gauche sioniste, c'est que leur définition de ce qu'était être juif n'était pas celle que pouvaient avoir tous les Juifs du monde. Et en créant un État qui se pose comme État juif ou État des Juifs, cette définition va nécessairement être au centre de la vie de l'État, ainsi que les débats sur ce que signifie être juif et vivre dans un État juif. Petit à petit, et on mesure à quel point les choses en sont aujourd'hui, s'est imposée une volonté que l'État soit juif au sens d'exclusivement juif, et donc de fait de plus en plus colonial.

Jérusalem est un cas exemplaire. C'est un lieu où la colonisation est toujours, et de plus en plus contestée. On a aujourd'hui toujours près de 40% de Palestiniens dans l'agglomération de Jérusalem, une zone où la colonisation est très violente, avec expulsions, expropriations, etc. Et c'est parce que cette présence palestinienne se maintient que l'on voit se développer des groupes d'extrême droite qui font des ratonnades, attaquent les Palestiniens, etc. Ils sont confrontés à une population qui reste là, qui ne veut pas partir, et qui en plus se bat pour ses droits. Les autorités ne cessent de répéter qu'Israël est un État pour les Juifs, que Jérusalem est sa capitale « éternelle et indivisible », et dans le même temps s'y trouvent des dizaines de milliers de Palestiniens, qui parfois brandissent un drapeau qui n'est pas celui d'Israël : d'où les discours radicaux sur la nécessité d'expulser tous les Palestiniens, condition pour que les principes deviennent réalité.

Le camp juif progressiste est minoritaire, mais semble ne pas comprendre qu'on continuant de se situer dans le cadre du projet sioniste de défense d'un État pour les Juifs, avec davantage de droits pour les Juifs et pas une égalité totale des droits, il ne peut pas s'opposer à la dérive identitaire mais contribue, quand bien même ce serait malgré lui, à la légitimer.

La rhétorique de la « lutte contre le terrorisme » joue aussi son rôle...

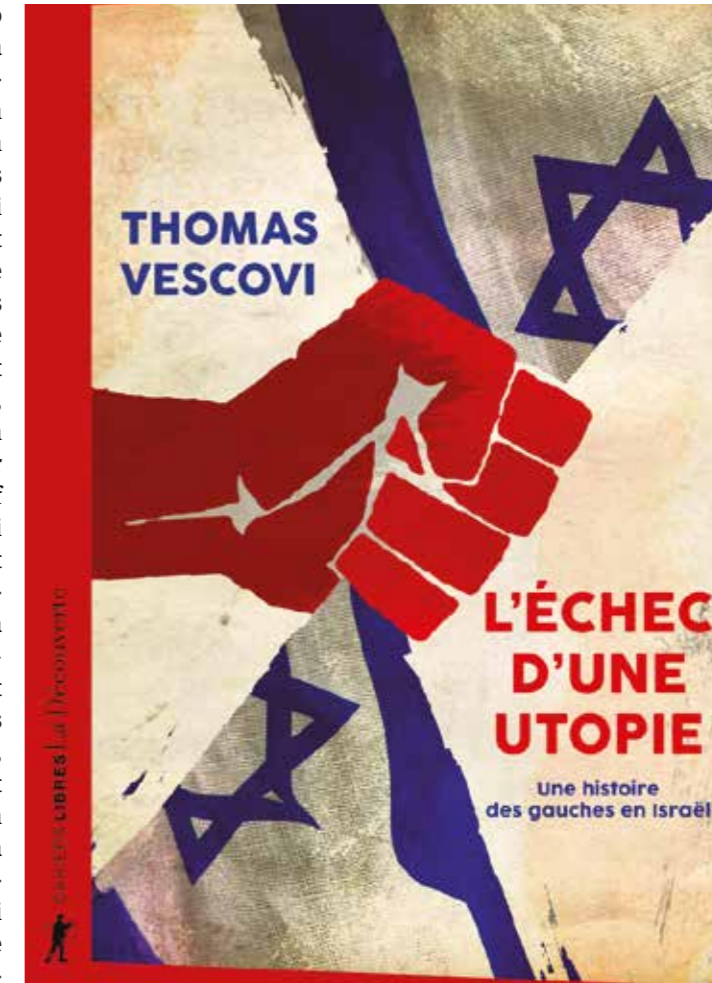
Israël, depuis sa création jusqu'à, disons, les années 1980, s'est surtout battu au nom de son droit à être reconnu comme un État légitime. Les choses se normalisant petit à petit au

niveau international, on a vu dans les années 1980 se développer une critique de la militarisation de l'État, des guerres menées à l'extérieur, notamment au Liban, et l'idée s'est peu à peu imposée qu'il serait possible de vivre avec, à côté, un État palestinien. Mais avec l'échec des accords d'Oslo dans les années 1990, il y a eu un renouvellement du discours sioniste : la séparation « à l'amiable » version Rabin a échoué, on a en face de nous des gens, les Palestiniens, qui ne veulent pas la paix, et il faut donc une séparation de force et à nos seules conditions. Des personnalités de droite comme Sharon et Nétanyahou sont l'incarnation de ce discours, avec par exemple un Sharon qui répétait qu'il fallait arrêter de prétendre être un État « juif et démocratique », car ce qui comptait c'est d'être un État juif. Un État juif en lutte civilisationnelle, avant-poste de la « lutte contre le terrorisme » (surtout à partir de 2001) : c'est ce que l'on explique aux jeunes qui font leur service militaire, en leur disant qu'ils ne sont pas une armée d'occupation mais une avant-garde dans la lutte antiterroriste internationale. On comprend pourquoi la presse israélienne de droite n'hésite pas, à propos de Jérusalem et des habitants se battant pour ne pas être expulsés, à montrer du doigt le Hamas, qui n'a pourtant rien à voir avec ça... Sharon avait déclaré en son temps qu'Arafat était le Ben Laden d'Israël. La question n'est donc plus tant, à l'exception des discours sur l'Iran, la lutte pour l'existence, qu'une lutte civilisationnelle, en alliance avec les pays occidentaux. Anecdote significative, en janvier 2017 a été organisée à l'université de Tel Aviv une conférence avec Philippe Val et Frédéric Encel, dont le titre était très clair : « France-Israël : deux démocraties face au fléau islamiste ». La question nationale palestinienne est totalement évacuée, et tout est réuni pour que les discours identitaires de plus en plus radicaux se développent.

Est-ce qu'il y a un quelconque avenir pour une gauche non sioniste en Israël sans les Palestiniens d'Israël ?

J'irais même encore plus loin, en disant

qu'il n'y aucun avenir pour la gauche en Israël dans sa pluralité si elle ne se tourne pas davantage vers les Palestiniens d'Israël. Si on revient un an en arrière, lors des législatives de mars 2020, la « Liste unifiée »³ regroupant les Pales-



tiens d'Israël, était l'expression d'une nouvelle stratégie : cette liste menée par le communiste Ayman Odeh entendait expliquer aux Palestiniens d'Israël que la stratégie du passé consistant à s'engager en politique en se déclarant antisioniste et en refusant de quelconques négociations gouvernementales avec la gauche, y compris sioniste, était révolue et n'avait rien amené, et qu'il importait donc de considérer que la gauche juive progressiste israélienne étant minoritaire, il était possible d'envisager des alliances avec elle, avec toutefois des conditions à définir et sur un programme clair. Il s'est avéré que cette stratégie, quoi qu'on en pense, avait sous-estimé un facteur essentiel : au sein même du centre-gauche israélien, où l'on se déclare sioniste, les contradictions sont trop fortes lorsqu'il s'agit de s'allier avec les Palestiniens. Après l'élection et le bon score de la Liste unifiée, on a vu un

Ayman Odeh triomphant, certes critiqué dans son propre camp, mais beaucoup se demandaient s'il allait réussir son pari, et décrocher une alliance avec un certain nombre de garanties, plus de droits, plus d'égalité, la fin des démolitions, etc. Mais ça a été un échec, car le centre-gauche juif israélien a été mis sous la pression sur le thème « Vous allez former un gouvernement sans majorité juive ». Ce qui reste donc dominant, y compris chez les forces juives progressistes du centre-gauche, c'est de faire passer d'abord le caractère juif avant le contenu démocratique...

Du côté de la gauche non-sioniste, il y a toujours eu une politique de construction de liens avec les Palestiniens d'Israël, autour notamment de villes comme Nazareth, Haïfa, etc. Leur problème serait plutôt de s'adresser davantage à la population juive qui, on le sait, et on a pu le voir dans certaines villes, serait prête à voter pour des listes comme la Liste unifiée. Il y a donc cette difficulté : si tu veux pouvoir t'adresser aux Juifs israéliens progressistes, tu ne peux pas te limiter à expliquer que tous les sionistes sont des colonialistes, point, mais si tu veux t'adresser aux Palestiniens d'Israël, tu ne

peux pas remiser ta critique radicale des institutions sionistes. □

Propos recueillis par Julien Salingue

1. Ex-membre du Likoud, il fut entre autres ministre de l'Intérieur en 2013-2014. Candidat aux primaires du Likoud en décembre 2019, il est battu par Nétanyahou et annonce, moins d'un an plus tard, son départ du parti et la constitution d'une nouvelle organisation, « Nouvel espoir », qui obtiendra un peu moins de 5% des voix lors des législatives de mars 2021.

2. Du nom du rabbin extrémiste Meir Kahane, dont le parti Kach prônait l'établissement d'un État théocratique juif et l'expulsion des Palestiniens, jusqu'à son interdiction en 1994. 27 ans plus tard, le parti suprémaciste juif Otzma Yehudit (« Puissance juive ») se revendique de son héritage, et a construit une liste (« Sionisme religieux »), avec deux autres formations d'extrême droite, qui a obtenu plus de 5% des voix et six élus lors des législatives de mars.

3. Liste regroupant quatre formations politiques (Hadash, Ta'al, Raam et Balad) regroupant communistes, nationalistes, centristes et religieux. Elle a obtenu 12,7% des voix et 15 sièges (sur 120) en mars 2020, après avoir obtenu 10,6% des voix et 13 sièges en septembre 2019.

Quel est le sens de la célébration de la Commune aujourd'hui ?

PAR MICHAEL LÖWY

La statue de Napoléon et la colonne Vendôme à terre, 16 mai 1871. © Bruno Braquehais / Roger-Viollet

« Cet événement est trop immense, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une trop grande influence sur toutes les parties du monde pour que les peuples, en d'autres circonstances, ne s'en souviennent pas et ne soient pas conduits à en recommencer l'expérience. »

Ces mots du philosophe Emmanuel Kant, dans *Le Conflit des Facultés* (1798), au sujet de la Révolution française de 1789 s'appliquent, mot pour mot, à la Commune de Paris de 1871. Les peuples, les travailleurs/ses, les exploitésEs et les opprimésEs, quand ils se révoltent, s'insurgent, se souviennent de cet immense événement, et ont envie de « recommencer l'expérience ». Ce fut le cas lors de la Révolution russe. Tandis qu'en 1905-1906, Léon Trotsky fut le seul à se revendiquer de l'héritage de la Commune de Paris, en 1917, à partir des célèbres *Thèses d'Avril*, Lénine va se réclamer sans cesse de ce grand précédent : la Commune avait réussi à fusionner la lutte pour la révolution démocratique et celle pour le socialisme, et nous devons suivre cet exemple.

Chaque génération ré-interprète et relit la Commune de 1871 à la lumière de ses propres besoins et expériences. Certes, des textes comme *la Guerre civile en France 1871*, un des plus beaux écrits révolutionnaires de Karl Marx, ont servi de repère au cours de ces 150 années. Mais on revient aussi à l'événement lui-même, toujours source d'inspiration, d'espérance, d'indignation, de combativité.

Il va sans dire que le monde d'aujourd'hui est bien différent de celui des Communards de 1871. Mais le capitalisme est toujours là, plus puissant que jamais, et les héritiers de la contre-révolution versaillaise, les descendants de l'infâme

Monsieur Thiers, tiennent encore le haut du pavé dans beaucoup de pays (à commencer par le nôtre). D'autre part, il existe beaucoup de résonances, d'affinités, entre la Commune et des luttes actuelles.

Beaucoup des mouvements de révolte aujourd'hui, que ce soient les occupants de Notre-Dame-des-Landes, les Gilets jaunes, les militants du Black Lives Matter ou ceux des formidables mobilisations populaires du Chili, sont allergiques aux porte-parole qui monopolisent la parole, ou aux secrétaires généraux qui tentent de concentrer tous les pouvoirs. Or, la Commune de Paris, cet authentique mouvement d'*auto-émancipation révolutionnaire* des travailleurs, organisé à partir de la base, des arrondissements populaires de Paris, des détachements locaux de la Garde nationale, n'avait pas connu de Sauveur Suprême, ni de Grand Tribun infaillible. Ce fut un mouvement collectif et démocratique, qui contrôlait de près ses multiples représentants.

Ce fut aussi un processus révolutionnaire *pluraliste*, où participaient de multiples courants, tendances et partis : les internationalistes (militants de la Première Internationale, l'Association internationale des travailleurs – AIT), des blanquistes, des jacobins, et même des catholiques de gauche. Les gens de l'AIT étaient eux-mêmes divers : partisans de Marx, de Proudhon, ou de Bakounine, et parfois des trois à la fois. Cette diversité n'allait pas sans conflits, contradictions, parfois confusions,

mais dans l'affrontement avec l'adversaire versaillais, tous étaient sur les mêmes barricades. Aujourd'hui, dans la plupart des mouvements de lutte, de protestation, de semi-insurrection, on retrouve cette pluralité politique, des marxistes, des libertaires, des féministes, des écologistes, des syndicalistes, et beaucoup d'autres se retrouvent ensemble dans le combat.

On pourrait multiplier les exemples : la place des femmes à l'avant-garde – ce furent elles qui, avec Louise Michel à leur tête, prirent la défense des canons de la Garde nationale contre l'armée versaillaise le 18 mars 1871 – est à nouveau très visible dans la plupart des mouvements contestataires de nos jours. Et l'internationalisme des CommunardEs – qui ont renversé la colonne Vendôme, symbole du bellicisme bonapartiste – est plus que jamais à l'ordre du jour pour les combats du présent, que ce soit la solidarité avec les migrants, ou la Grève mondiale de la jeunesse pour le climat : Greta Thunberg n'est-elle pas à sa façon une digne héritière d'Elisabeth Dmitrieff ?

Nous allons tous ensemble rendre hommage à la mémoire des martyrs de 1871 devant le Mur des Fédérés. Mais la meilleure façon de célébrer cet « immense événement », et de rendre hommage à la mémoire de ses combattants, c'est en portant dans les luttes d'aujourd'hui le drapeau rouge de la révolution sociale qui fut le leur. □